

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associativisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**N° 534**

**Sept. - Oct. 2019**

56<sup>e</sup> année - 1 € / 3 CHF /  
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20  
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- Migrants: l'hypocrisie de la municipalité de gauche parisienne stigmatisée
- «Réforme» des retraites
- Incendie de Lubrizol à Rouen
- Venezuela. besoin urgent de la lutte de classe
- Hong Kong. Mouvement interclassiste
- Argentine. Diversion électorale
- Plate-forme de l'Internationale Communiste
- La IV<sup>e</sup> Internationale victime du réchauffement climatique
- Note Bétancour (Canada)

## Impérialisme et «Etat Profond»

En marge du sommet du G7 à Biarritz fin août, Macron a dénoncé les résistances qu'oppose la haute administration du ministère des Affaires étrangères à ses tentatives de rapprochement avec la Russie.

Lors de la traditionnelle conférence des ambassadeurs français il s'en est pris à «l'Etat profond» qui sabote ses initiatives, et qu'il avait déjà critiqué en d'autres occasions. Cette expression («deep state» en anglais) est utilisée aux Etats Unis pour désigner les responsables de l'administration qui s'efforcent de faire capoter la politique de Trump ou en Turquie l'appareil sécuritaire. De façon plus générale elle peut s'appliquer aux rouages décisifs de l'appareil d'Etat, par opposition aux politiciens qui ont été élus à la tête de celui-ci. Selon la légende démocratique l'Etat serait une machine neutre obéissant sans hésitation au gouvernement du moment et par ce truchement à la volonté populaire qui s'exprime dans les urnes. Cette légende est le fondement du réformisme: la révolution n'est pas nécessaire, il suffit de gagner les élections et nous aurons le pouvoir d'Etat entre nos mains!

Les déclarations de Macron qui ont fait un certain bruit dans le monde politique, mais qui n'ont pas été répercutées par les grands médias, démontrent,

( Suite en page 3 )

## «Acte deux du quinquennat» : Énième acte des attaques anti-ouvrières

La «réforme» des retraites engagée en cette rentrée (lire l'attaque contre les retraites) serait, paraît-il, la plus importante réforme du quinquennat Macron, et, selon les médias, elle serait «explosive». Au point que certains politiciens de la majorité auraient plaidé pour qu'elle soit différée ou amortie. Dans tous les pays où presque la question des retraites voit les bourgeois à l'offensive contre ce qui avait été autrefois concédé aux travailleurs, et la France ne fait pas exception.

Le gouvernement Philippe-Macron, s'appuyant sur le fait que les mesures antisociales du gouvernement Hollande (loi El Khomri, etc.) étaient en définitive passées sans trop de difficultés, avait décidé dès le début d'accélérer le rythme des attaques, sans s'embarrasser de discuter avec les véritables pompiers sociaux que sont les dirigeants syndicaux; il savait parfaitement que, complètement intégrés dans les mailles du réseau bourgeois de collaboration de classe, les grands appareils syndicaux ne peuvent opposer de résistance aux

pressions qui émanent du pouvoir.

Adversaires résolus de la lutte de classe prolétarienne, quand ils mobilisent les travailleurs, c'est pour mieux les détourner de la lutte réelle et préserver le statu quo économique et social. C'est ce qu'ils ont continué à faire sous Macron comme auparavant, même si c'est en ronchonnant (1).

Mais l'épisode «Gilets Jaunes» s'est mis en travers de la belle mécanique. Indépendamment des orientations politiques inévitablement dominantes dans ce mouvement interclassiste, sa puissance initiale et sa durée ont démontré la force des tensions qui s'accumulent dans le sous-sol social. Le gouvernement a dû battre en retraite; en usant à la fois de la répression policière et de l'opium démocratique, il a pu reprendre le contrôle d'une situation qui semblait lui échapper à la fin de l'année dernière, cependant l'alerte a été chaude.

La situation n'était certes pas sur le point de devenir révolutionnaire, mais

( Suite en page 2 )

## Il y a un siècle était fondée l'Internationale Communiste

En mars 1919 une nouvelle Internationale était fondée à Moscou. Elle succédait à la Deuxième Internationale qui avait sombré dans la trahison et le reniement: fondée pour concrétiser la formule du Manifeste Communiste: *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*, celle-ci s'était rangée au moment décisif dans à peu près tous les pays (à l'exception de la Russie et, de façon bien moins tranchée, de la Serbie et de l'Italie) aux côtés de sa propre bourgeoisie dans une «union sacrée» pour appeler les prolétaires à s'entregorger sur les champs de bataille. Cette trahison ne tombait bien sûr pas du ciel. On connaît la formule de son théoricien en chef, le socialiste allemand Kautsky, pour excu-

ser l'attitude de la Deuxième Internationale: «l'Internationale n'est pas une arme efficace en temps de guerre».

Cette affirmation que la Deuxième Internationale ne pouvait fonctionner que dans les périodes calmes, pacifiques, était la reconnaissance qu'au fond elle n'était pas une Internationale révolutionnaire et qu'au-delà des discours, son activité ne dépassait pas la lutte pour les réformes du capitalisme.

Le socialiste allemand Bernstein avait fait scandale au tournant du siècle en affirmant que la social-démocratie (c'était le nom officiel des partis socialistes) n'était en fait qu'un parti réfor-

( Suite en page 14 )

## «Acte deux du quinquennat» : Énième acte des attaques anti-ouvrières

( Suite de la page 1 )

le risque de la contagion de l'insubordination à une classe ouvrière jusque-là paralysée face aux attaques, était ce qui inquiétait le gouvernement.

Il en a tiré quelques leçons; et il claironne maintenant que l'«acte deux» du quinquennat sera différent. Non qu'il renonce aux «réformes», comme on le voit, de cela il n'est pas question. Il s'agit de faire en sorte que les attaques demandées par les capitalistes soient réalisées de façon à ne provoquer qu'un minimum de réactions prolétariennes.

### MACRON SURVEILLE DE PRÈS LE CHAUDRON SOCIAL

C'est sous ce titre que Le Monde résume l'attitude gouvernementale (2) en rapportant que selon l'«*entourage*» du président, «*cela s'allume partout sur le tableau de bord*» social. Ce que craignent les responsables gouvernementaux, selon le quotidien, ce sont «les éruptions de colère spontanée qui ne seraient pas maîtrisées par les syndicats» «*Dans le climat actuel de défiance généralisée à l'égard de tout ce qui est institutionnel, on peut craindre que cela légitime la création de collectifs autonomes diffus et sans contrôle*», s'inquiète ainsi un secrétaire d'Etat auprès du journal.

Le gouvernement a donc décidé d'étaler dans le temps certaines attaques, comme celle contre les retraites, selon un calendrier de plusieurs mois qui a reçu l'aval du MEDEF. Pendant cette période des «consultations» des syndicats auront lieu. Mais affirme le Premier Ministre (3), le cadre de la réforme est déjà fixé. Autant dire que ces consultations ne serviront qu'à préparer le terrain pour l'attaque, avec l'aide des directions syndicales.

Ces dernières ont en effet fait la preuve de leur utilité pour maîtriser la colère ouvrière. Elles ont déjà joué la comédie de la concertation en participant depuis des mois aux diverses réunions organisées par le gouvernement, même quand elles affirment être catégoriquement opposées au projet, comme c'est le cas de FO ou de la CGT (cette dernière, pour démontrer son caractère responsable, proposant selon son habitude «une autre réforme» et appelle à un «vrai dialogue»), au lieu de préparer la lutte.

En cette rentrée sociale, sur la question des retraites elles ont organisé la division en appelant à des mobilisations séparées selon les corporations, pour défendre les «régimes spéciaux» ou les retraités – alors que l'attaque est globale, ou selon les syndicats. Et elles ne prévoient pas de suite, sauf à la RATP

ou il a bien fallu tenir compte de la combativité qui s'est exprimée: une grève a donc été annoncée pour dans... trois mois, ce qui laisse toute latitude au gouvernement et à l'entreprise de prendre les mesures pour éteindre l'incendie.

Il faut aussi citer la journée d'action dans la Métallurgie le 6/9, dans la Santé le 11/9, dans les Finances Publiques le 16/9, à EDF le 19/9, dans les Services d'urgence le 26/9 et la journée d'action des retraités le 8/10 et l'on comprend ce que saucissonner les luttes veut dire...

Sur la question de l'assurance chômage (la réforme entrera en vigueur au premier novembre), la CGT, Solidaires et FO n'ont rien trouvé de mieux que de déposer un recours devant le Conseil d'Etat, remplaçant la lutte ouvrière par la guérilla juridique dans les institutions bourgeoises.

Les résultats sont là: la journée de manifestation du 24 septembre appelée par la CGT, la FSU et Solidaires n'a pas rencontré le succès, ce qui a provoqué les commentaires satisfaits des porte-paroles gouvernementaux: les travailleurs seraient convaincus de la justesse de la réforme!

### POUR L'ACTE I DE LA LUTTE DE CLASSE!

Evidemment il n'en n'est rien: les travailleurs ont été échaudés par l'expérience répétée des mobilisations syndicales qui ne servent à rien. Le mécontentement est bien présent et la résignation peut laisser la place du jour au lendemain à des explosions de colère, comme le craint le gouvernement.

Mais des explosions de colère sans lendemain ne changeraient

pas grand-chose.

Tant que les prolétaires ne seront pas poussés à prendre leurs luttes en main tant qu'ils laisseront la défense de leurs intérêts aux professionnels de la collaboration entre les classes, ils seront battus.

Il n'y a pas de fatalité de la défaite: la rupture de la paix sociale, la reprise de la lutte ouverte et unie par-dessus les divisions corporatistes, voilà la voie qui permettra de résister victorieusement aux attaques bourgeoises et que les prolétaires conscients doivent préparer.

Ce sera alors l'**acte I de la reprise de la lutte de classe**, qui se terminera par le final révolutionnaire!

(1) Dans une interview au quotidien patronal *Les Echos* du 27/2/2018, le bonze en chef de la CFDT, Laurent Berger, gémissait: «*Mais attention à la méthode. Il y a dans ce pays des corps intermédiaires attachés à l'intérêt général qui méritent d'être écoutés, considérés ! Au sein de la CFDT, le mécontentement commence à monter (...). Attention au chamboule-tout décidé dans la précipitation et sans réel dialogue. Si on nous piétine, il ne faudra pas ensuite venir nous chercher pour éteindre l'incendie*». Mais cela n'a pas empêché notre pompier social de se précipiter pour proposer ses services pour éteindre tous les incendies sociaux qui se sont déclarés ensuite – comme celui des Gilets Jaunes...

(2) cf. *Le Monde*, 24/9/2019.

(3) cf. *Le Journal du Dimanche*, 6/10/2019

## Migrants: l'hypocrisie de la municipalité de gauche parisienne stigmatisée

Cet été l'odyssée du «See Watch» a défrayé la chronique. Ce navire affrété par une ONG allemande qui avait secouru 356 personnes en mer (dont 103 enfants), a été bloqué pendant plusieurs jours au large des côtes italiennes par le gouvernement de ce pays qui refusait de laisser débarquer de nouveaux migrants.

Finalement les commandantes du navire décidèrent de forcer le blocus quand la situation devenait intenable à bord et alors que Malte et la France n'avaient pas répondu à leur demande d'accoster dans ces pays: elles furent alors arrêtées par la police italienne puis déférées devant la justice pour «aide à l'immigration clandestine».

Devant le scandale international (le

gouvernement français qui avait refusé d'accueillir les rescapés se payant le luxe de déclarer «inacceptable» les actions du gouvernement italien), les deux commandantes furent libérées, mais elles restent inculpées. C'est alors que la mairie de Paris décida d'accorder la plus haute médaille de la ville aux deux femmes. L'une d'elles, Pia Klemp, a sèchement répondu:

«(...) Madame Hidalgo, vous voulez me décorer pour mon action solidaire en mer Méditerranée, parce que nos équipages «travaillent quotidiennement à sauver des migrants dans des conditions difficiles».

«Simultanément votre police vole les couvertures de gens contraints de vivre dans la rue, pendant que vous répri-

# Impérialisme et «Etat Profond»

( Suite de la page 1 )

une fois de plus, l'inanité de cette légende. C'est peut-être la raison pour laquelle certains journalistes et commentateurs démocrates ont essayé de les réfuter en accusant Macron de faire, par démagogie, du populisme ou du complotisme.

Mais divers organes de presse ont témoigné la réalité des faits. Selon un diplomate anonyme cité par *Le Canard Enchaîné*, au ministère des Armées, au ministère des Affaires étrangères et «*au sein de l'appareil d'Etat en général, le virage russe de Macron est souvent contesté et mal digéré*» (1).

Cette opposition serait particulièrement forte au ministère des Affaires étrangères et plus «*modérée*» au ministère des armées. D'après le spécialiste militaire du quotidien *L'Opinion*, les hauts fonctionnaires des postes-clés du ministère des Armées et des Affaires étrangères, «*influent dans les "Think tanks" et une partie de la presse défendent une ligne qu'Hubert Védrine qualifie d'"occidentaliste". Proches du "deep state" américain, ils sont aussi critiques à l'égard de Donald Trump, pas assez atlantiste selon eux, qu'ils l'avaient été avec Barack Obama, jugé trop faible. Ils sont hostiles au rapprochement avec la Russie, qu'ils jugent illusoire, partisans d'une ligne dure avec l'Iran (même s'ils défendent l'accord nucléaire) et favorables à l'axe "indopacifique" pour contrer la Chine. Leur influence est renforcée par l'étroitesse des liens militaires des armées françaises avec les Etats-Unis, qui*

*confinent à la dépendance*» (2).

Il ne faudrait pas en tirer la conclusion d'une autonomie de l'appareil d'Etat – de la bureaucratie! – par rapport à la classe dominante en général et aux cercles capitalistes les plus puissants du pays en particulier. Modelé par les besoins du mode de production capitaliste et de l'impérialisme, il exprime et défend les intérêts bourgeois généraux; mais il reflète aussi les rapports de force entre fractions bourgeoises (3) et le poids d'impérialismes plus puissants (4).

## LA POLITIQUE DES MARCHANDS DE CANON

Les différents gouvernements qui se sont succédés sous le mandat de François Hollande suivirent une politique extérieure «*néo-conservatrice*» («*néo-con*») en pleine syntonie avec ces forces de l'appareil d'Etat, politique personnifiée par le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius.

Ce fut le cas tout particulièrement au Moyen-Orient où l'impérialisme français s'engagea, avec beaucoup d'autres, dans la coalition dirigée par les Etats Unis contre Daech en Irak, puis en Syrie; il s'aligna sur les positions de l'Arabie Saoudite (Fabius se précipita à Riyad pour affirmer le soutien français à la guerre saoudienne au Yémen), se rapprocha des Emirats où déjà sous Sarkozy une base militaire française y avait été installée dans la foulée de gros contrats d'armements – en mai 2015 Hollande fut invité d'honneur au Conseil de coopération du Gol-

fe, réuni en Arabie Saoudite pour renforcer la coopération militaire entre ses Etats membres-, et il soutint à fond l'Egypte de Al Sissi.

Lors des négociations en vue d'un accord nucléaire avec l'Iran, la France tenta de bloquer le processus, à la grande joie des néo-con américains et des Israéliens, mais aussi des Saoudiens.

Cette politique avait des racines éminemment matérielles: la vente d'armes, un des de plus en plus rares points forts de l'industrie française sur le marché mondial. Ce que certains journalistes ont appelé «*la diplomatie du Rafale*», selon le nom de l'avion de combat de Dassault, était devenue le facteur le plus important de la politique extérieure de l'impérialisme français. L'Arabie Saoudite a ainsi prêté les capitaux pour l'achat de Rafale et de navires de guerre français par l'Egypte, et l'achat de matériels militaires par le Liban (5), etc. De même «*l'axe indo-pacifique*» contre la Chine est la traduction sur le plan de la politique extérieure de l'impérialisme français dans la région, des très gros contrats d'armements conclus avec l'Inde (vente de Rafale, de sous-marins, etc.).

Mais il existe aussi des forces au sein du capitalisme français qui contestait la ligne néo-con, y compris en dehors du secteur africain où elles sont traditionnellement dominantes. Présentes elles aussi dans l'appareil d'Etat, elles s'exprimaient politiquement par la bouche d'un Sarkozy ou d'un Fillon qui appelaient à un rapprochement avec la Russie; sur le plan économique leur chef de file était la société pétrolière géante Total qui a fait de gros investissements en

( Suite en page 4 )

mez des manifestations et criminalisez des personnes qui défendent les droits des migrants et des demandeurs d'asile. Vous voulez me donner une médaille pour des actions que vous combattez à l'intérieur de vos propres remparts. Je suis sûre que vous ne serez surprise de me voir refuser votre médaille Grand Vermeil.

«Paris, je ne suis pas une humanitaire. Je ne suis pas là pour "aider". Je suis solidaire à tes côtés. Nous n'avons pas besoin de médailles. Nous n'avons pas besoin de pouvoirs décidant qui est un "héros" et qui est "illégal". En fait, il n'y a aucune base pour ça car nous sommes tous égaux. Ce dont nous avons besoin, c'est de liberté et de droits.

«Il est temps de dénoncer les honneurs hypocrites et de combler le vide par la justice sociale.

«Il est temps que toutes les médailles soient jetées comme des fers de

lance de la révolution !

«Papiers et logements pour toutes et tous !

«Liberté de circulation et d'installation !»

Pia Klemp n'a probablement pas une conception marxiste de la révolution et de la «libération sociale» à laquelle elle aspire, mais sa dénonciation de l'hypocrisie de la gauche parisienne et, dans d'autres déclarations, des gouvernements européens, fait mouche (1). Depuis 5 ans plus de 17000 personnes sont mortes ou disparues en tentant de traverser la Méditerranée sur des embarcations de fortune. Les bourgeoisies européennes qui exportent leurs capitaux et leurs marchandises dans le monde entier, mais bloquent l'accès de leurs pays aux migrants fuyant la guerre ou la misère dont le capitalisme mondial est la cause, sont directement responsables de ces morts. Dans tous les pays d'Eu-

rope, et pas seulement en Italie, les mesures répressives contre les migrants et les prolétaires étrangers ne cessent de se renforcer, dans un climat social général de plus en plus anti-ouvrier. La solidarité avec les migrants n'est pas une question humanitaire, ce doit être une **solidarité de classe** s'inscrivant dans la perspective de la reprise de la lutte unie des prolétaires de toutes nationalités contre le capitalisme et les Etats bourgeois.

(1) Pia Klemp ne se fait pas d'illusion sur la place que lui ont accordée les médias: «*Quand on est une capitaine blanche, on est une "héroïne", mais quand on est un réfugié persécuté, on est traité comme des criminels*». cf. <https://www.grece-austerite.ovh/interview-de-pia-klemp/>

## Impérialisme et «Etat Profond»

( Suite de la page 3 )

Russie et qui lorgnait le pétrole iranien.

Leur pression devint de plus en plus forte; lorsque les accords sur le nucléaire avec l'Iran furent conclus en 2015 malgré les résistances françaises, Fabius, soucieux de préserver la fructueuse entente avec l'Arabie Saoudite, ne voulut pas de prime abord faire le voyage de Téhéran. Mais il y fut rapidement contraint par les capitalistes français, soucieux de ne pas voir leurs concurrents européens et américains rafler le marché de l'automobile, de l'aviation ou de l'extraction pétrolière.

Fin 2015 le gouvernement Hollande essaya de profiter des attentats de Paris pour réaliser le tournant vers la Russie qui s'était déjà esquissé. Il appela à une entente avec Poutine en Syrie lors d'un voyage en Russie; mais semble-t-il c'est l'establishment militaire, satisfait de la collaboration avec les Américains en Méditerranée, qui fit avorter cette tentative.

La situation a évolué aujourd'hui. Le raidissement américain à l'égard de l'Europe sous Trump et le regain de la concurrence mercantile (frisant parfois la guerre commerciale) qui a suivi, a affaibli les tenants d'une orientation pro-américaine et ébranlé leurs points d'appui dans l'appareil d'Etat en général comme dans les médias. Ils restent cependant encore bien implantés ainsi qu'en témoignent les déclarations de Macron (pour s'en plaindre),

ou celles de la ministre des Armées (pour s'en vanter): «*Soyons clairs, les Américains restent et resteront un allié et un partenaire essentiel pour l'Europe*» (6).

Ces oppositions entre fractions au sein de l'appareil d'Etat sont le reflet des concurrences entre groupes capitalistes, et entre impérialismes. Il ne faut pas se leurrer à leur sujet et oublier que ces fractions sont également anti-prolétariennes. Soutenir l'une contre l'autre, par exemple la tendance «pro-russe» et «anti-américaine» comme le fait un Mélenchon, serait pour les prolétaires une illusion mortelle.

Aucune de ces fractions ne peut être un allié, toutes sont des adversaires qu'il faudra éliminer en détruisant l'Etat bourgeois.

(1) cf. *Le Canard Enchaîné*, 11/9/2019. Selon l'un d'eux, ces diplomates sont opposés à tout réchauffement des relations avec la Russie ou l'Iran, mais ils refusent de se déclarer «atlantistes et alignés sur les Etats Unis» tout en admettant que tous soutiennent «*le plus souvent la politique israélienne*» – comme le font les «néo-conservateurs» (*néo-con*) américains, ajouterons-nous. Le journal écrit aussi, sans donner de précisions, que l'«*égérie*» de ce courant dans la haute administration, Thérèse Delpech, avait essayé en 2003 de convaincre le *Canard* du bien-fondé de la guerre américaine contre l'Irak. Dans les années 80 elle avait été conseillère technique au cabinet du ministre socialiste Savary et dans les années 90 con-

seillère d'Alain Juppé pour les questions militaires et membre du Centre Analyse et Prévision du ministère des Affaires étrangères; elle était directrice des Affaires Stratégiques du Commissariat à l'Energie Atomique, etc.; bref une personnalité au coeur de l'appareil d'Etat de l'impérialisme français.

(2) *L'Opinion*, 25/8/19. Quotidien à l'audience confidentielle de tendance «libérale» (conservatrice).

(3) En 1988, un des thèmes de la campagne présidentielle de l'ancien premier ministre Raymond Barre avait été celui de «L'Etat impartial»: il dénonçait l'appui donné par l'Etat à certains groupes capitalistes dont le RPR (appellation du parti gaulliste à l'époque) était en fait le bras politique. De nombreux politiciens bourgeois, avant et après lui, ont tenu ce discours, mais toujours en vain. Si l'Etat ne peut pas rester neutre dans les affrontements entre bourgeois, comment le pourrait-il dans les affrontements entre bourgeois et prolétaires?

(4) La presse agite l'épouvantail de l'ingérence russe dans les affaires intérieures américaines ou européennes. En fait tous les Etats essayent de s'ingérer d'une façon ou d'une autre pour influencer sur d'autres Etats, militairement parfois; et à ce jeu l'impérialisme américain est le champion incontesté!

(5) Ces derniers contrats sont aujourd'hui apparemment suspendus après le refus saoudien de prêter les capitaux nécessaires, pour des raisons peu claires.

(6) cf. [www.lopinion.fr/edition/politique/etat-profond-cette-etonnante-expression-utilisee-emmanuel-macron-195615](http://www.lopinion.fr/edition/politique/etat-profond-cette-etonnante-expression-utilisee-emmanuel-macron-195615)

## «Réforme» des retraites: Riposte de classe à l'attaque capitaliste !

Les responsables gouvernementaux l'ont dit : la «réforme» des retraites sera la plus importante des réformes du quinquennat.

Chacun sait que lorsque les politiciens bourgeois utilisent le mot «réforme» c'est pour dire **attaque** contre les conditions de vie ou de travail des travailleurs; et quand ils ajoutent que la réforme sera «équitable», c'est pour signifier que **tous** seront frappés.

Dans les époques de prospérité où une croissance économique régulière procurait de juteux profits aux capitalistes, ces derniers et leur Etat concédaient quelques petites miettes du gâteau aux travailleurs. Ils le faisaient non par bonté d'âme, mais pour garantir la paix sociale indispensable au fonctionnement de leur système – en particulier en donnant ainsi la base matérielle des illusions

de réforme et de progrès social continu diffusées par les appareils syndicaux et les partis collaborationnistes.

Mais dans les époques de crise où les capitalistes, confrontés à des difficultés économiques croissantes, en butte à une concurrence toujours plus vive, voient fondre leurs profits, ils poussent leur Etat à reprendre les anciennes concessions, à remettre en cause les anciennes mesures sociales, à faciliter l'aggravation de l'exploitation. Ils ne le font pas par méchanceté ou rapacité particulières, mais parce que le maintien ou l'accroissement des profits est indispensable pour la vie du système capitaliste.

Les attaques par le gouvernement Macron-Philippe répondent à cette exigence toujours plus pressante des capitalistes français ; elles ont été permi-

ses et préparée par les gouvernements Hollande successifs qui avaient pu faire passer sans trop de difficultés différentes mesures anti-ouvrières (notamment la loi El Khomri), grâce à l'action défaitiste des directions syndicales. Cette énième attaque des retraites vient donc après toute une série de mesures destinées à améliorer le taux de profit des entreprises. Rien d'étonnant si les organisations patronales se sont dites satisfaites des déclarations du premier ministre!

Cependant alors que le gouvernement pensait avoir le champ libre pour accélérer le rythme de ses attaques, au point de pouvoir se passer de l'aide des syndicats collaborationnistes, le mouvement des Gilets Jaunes l'a contraint à rectifier le tir. Il affirme être maintenant à l'écoute et prêt à négocier.

## «Réforme» retraites ...

D'ailleurs depuis plusieurs mois des «consultations» se seraient tenues avec les syndicats et le premier ministre, en annonçant le calendrier de cette «réforme», a affirmé que la concertation allait continuer.

### Ce n'est que de la poudre aux yeux !

La seule chose que le gouvernement veut bien négocier, c'est la meilleure méthode pour faire accepter le mieux possible cette énième attaque. Les organisations syndicales qui acceptent de participer à cette comédie, que ce soit pour présenter la perspective d'une «*autre réforme*» (CGT) ou pour expliquer que la réforme prévue n'est pas nécessaire car le régime des retraites n'est pas en déficit (FO), font le jeu du gouvernement : **on ne négocie pas une attaque, on se prépare à la combattre et on y prépare les prolétaires !**

La défense des pensions, l'abaissement de l'âge du départ à la retraite font partie de la **défense du salaire et des conditions de vie et de travail** des prolétaires, qui doivent en permanence être l'objet d'une lutte contre les capitalistes, leur Etat et leur système: pour se défendre, les prolétaires doivent **combattre le capitalisme!**

C'est précisément ce que ne veulent pas faire les appareils syndicaux collaborationnistes, adeptes de la négociation entre «partenaires sociaux»; leur credo n'est pas la lutte de classe, mais la «*cohésion sociale*» (CGT). Or la société est divisée en classes aux intérêts opposés, entre exploités et exploités, et ceux qui prônent, non la lutte mais la cohésion entre les exploités et les exploités sont **au service** de ces derniers.

D'ailleurs ce que ces véritables larbins du capitalisme non seulement préparent, mais organisent d'ores et déjà, c'est le **sabotage** de la lutte contre l'attaque sur les retraites (et contre toutes les attaques en cours ou prévues) : les manifestations sont organisées par corporations par corporations ou syndicat par syndicat, elles sont parfois mêlées à des manifestations écologistes, **interclassistes** et **réformistes**, et toujours sans suite prévue.

Lorsque la mobilisation est massive comme lors de la grève à la RATP, les syndicats brandissent la perspective d'une grève illimitée pour dans... 3 mois !

**POUR UNE RIPOSTE DE  
CLASSE !  
POUR L'ORGANISATION  
PROLÉTARIENNE  
INDÉPENDANTE !**

Pour résister aux attaques des capitalistes et de leur gouvernement, une riposte d'ensemble des travailleurs, de

toutes les corporations, est nécessaire : l'attaque est globale, la riposte doit l'être aussi. **Non au corporatisme, Non au saucissonnage des luttes!** L'expérience a montré s'il le fallait, que la tactique des mobilisations pacifiques et légalistes, des manifestations à répétition, des défilés rituels, ne débouchait que sur la défaite. Seule la lutte ouverte, sur le terrain de classe, utilisant des méthodes et moyens classistes de lutte (grève illimitée, occupation des locaux, piquets de grève, comités de grève élus, extension aux autres entreprises, etc.), peut faire reculer un gouvernement fermement décidé à arriver à ses fins.

Les Gilets Jaunes ont donné la preuve que la **lutte directe** pouvait le faire hésiter. Les prolétaires, parce qu'ils sont au cœur de la production et de la distribution des marchandises, ont de ce fait

une force potentielle immensément plus grande que celle de quelques milliers de Gilets Jaunes. Ils ont entre leur main la force non seulement de le faire reculer, mais même de renverser le capitalisme.

Mais pour cela la condition primordiale est que les prolétaires n'abandonnent pas la défense de leurs intérêts aux tenants de la collaboration entre les classes: ils devront prendre leurs luttes en main, s'organiser indépendamment de toute influence bourgeoise et collaborationniste pour la **défense exclusive de leurs seuls intérêts de classe.**

**Pour la reprise de la lutte de classe anticapitaliste !  
Pour la révolution prolétarienne internationale!**

22 septembre 2019

## Incendie de Lubrizol à Rouen Nuage toxique et mensonges bourgeois: Le capitalisme nous intoxique !

Le 26 septembre, les habitants de Rouen et de ses banlieues se sont réveillés avec une vision cauchemardesque : l'usine chimique Lubrizol en flammes, une fumée noire couvrant une partie de la ville, une pluie huileuse car gorgée de produits chimiques tombant ensuite, une puanteur âcre...

**Ce jour là, ce n'est pas la fatalité qui a frappé cette agglomération de près d'un demi-million d'habitant mais le capitalisme et son cortège d'horreurs.**

L'usine qui fabrique des additifs pour carburants, huiles de moteur et peintures industrielles, semble avoir été touchée par le feu vers 2h30. Selon ses patrons, le feu aurait éclaté hors de l'usine. La réalité ou non de cette affirmation ne change rien à l'affaire : ce ne peut être que des carences dans la mise en sécurité du site qui peuvent expliquer qu'un site « Seveso seuil haut » soit dévoré par les flammes : **Les patrons sont pleinement responsables de la mise en danger des prolétaires du site et des populations environnantes !**

**L'État bourgeois a réagi avec promptitude... pour préserver les profits !**

L'incendie a débuté à 2h30 mais les sirènes n'ont averti la population que cinq heures plus tard. Les prolétaires qui venaient travailler sur le site n'ont été avertis qu'une fois sur place. Les transports ont continué à fonctionner jusqu'au moment où les travailleurs ont exercé un « droit de retrait ». Les écoles ont fermé dans une partie des communes survolées par le nuage noir mais celles de la commune voisine (et prolétaire) de Petit-Quevilly n'étaient pas incluses dans l'arrêté préfectoral alors que certaines sont à 600 mètres de l'usine

( Suite en page 6 )



## Lubrizol ...

( Suite de la page 5 )

(c'est la mairie qui a dû les faire fermer).

Aucune entreprise, aucune administration n'ont été évacuées alors que la Cité administrative et une large partie de la zone industrialo-portuaire sont à moins d'un kilomètre. Les travailleurs ont dû dans toute l'agglomération rejoindre leur poste de travail.

Rien n'a été fait pour évacuer la population. Rien pour protéger cette population alors qu'une toiture de 8 000 mètres carrés d'amiante était détruite avec, selon toute probabilité, des fibres très volatiles dans l'atmosphère. Rien pour mettre en sécurité alors que l'usine, construite en 1954, était probablement largement recouverte de peinture au plomb.

Les représentants du capital se sont succédé pour venir répéter qu'il n'y avait aucun danger, qu'un bon lavage à l'eau claire suffisait et que tout pouvait reprendre comme avant: le ministre des flics Castaner, la ministre de la Santé, le préfet, la Rectrice, le Premier ministre... Pour eux **peu importe les conséquences pour les populations – d'autant plus si ce sont des prolétaires – l'important est que la soif du profit soit comblée et que les travailleurs retournent bosser fissa pour l'épancher.**

Les pouvoirs publics refusent de publier la liste des polluants partis en fumée. Ils ouvrent les écoles après un simple toilettage alors même qu'ils interdisent la commercialisation des produits agricoles touchés. Les lieux de travail n'ont pas été nettoyés alors que les systèmes de ven-

tilation sont souillés par les dépôts du nuage toxique.

**Les habitants de la ville, en particulier les prolétaires qui peuplent la rive gauche de la Seine, sont considérés comme de la chair à pollution.** Ils l'avaient déjà constaté amèrement en 2013 quand Lubrizol avait fait parler d'elle en répandant dans l'air un nuage chimique qui avait largement incommodé la population. Le message à l'époque avait été le même: aucun danger, aucune mesure à prendre, et une petite amende de 4000€ pour l'entreprise (à la suite du choix de l'État de ne pas poursuivre en correctionnelle). Même chose il y a quatre ans quand l'usine a déversé 2 000 litres d'huile dans le réseau des eaux pluviales.

N'en déplaise aux écologistes et autres éco-socialistes, le problème n'est pas la production elle-même mais **la recherche du profil, le mépris de la production capitaliste envers les exigences vitales de l'espèce humaine.** Le capitalisme n'aime ni la prévention ni la sécurité (sauf celle qui sert à réprimer les prolétaires). Arrêter une usine temporairement pour y installer des systèmes de sécurité, former des techniciens, étudier les effets sur l'homme et sur l'environnement des substances produites, tout cela entraînerait de gros frais et l'arrêt de la production. La bourgeoisie préfère indemniser plutôt qu'investir de façon non rentable : cela coûte moins cher ! Le profit qu'elle tire des catastrophes en tout genre (reconstruction, dépollution et Cie) est souvent supérieur à ceux qu'elle tire de l'activité productive et commerciale en temps normale : **le capitalisme vit du malheur !**

Et les catastrophes ne sont que la partie visible de l'iceberg : des milliers de prolétaires et de travailleurs sont victimes de la pollution dans les régions industrielles. C'est le cas par exemple dans le bassin de Saint-Nazaire où le taux de cancer est supérieur de 25 % à la moyenne nationale, 38 % pour les hommes et 11 % pour les femmes. Là encore, circulez, il n'y a rien à voir : pour les autorités, ce sont la consommation d'alcool et de tabac, donc les mauvaises habitudes des **individus**, qui expliquerait ces chiffres inquiétants. De la même manière, la surmortalité et la plus forte prévalence des cancers à Lacq ou à Fos-sur-Mer sont systématiquement minorés : il ne faut surtout pas incriminer le système économique et social.

Mais c'est le mode de production capitaliste est le danger véritable; pour lui, il faut produire vite et au moindre coût, de manière à rester concurrentiel et pouvoir vendre, faire du fric et investir.

Il n'y a que sa destruction qui peut préserver l'Humanité des catastrophes capitalistes, destruction qui ne peut être réalisée que par le prolétariat quand il aura rompu avec tous ceux qui mettent au premier plan la défense de l'économie nationale, et qu'il aura brisé la paix sociale qui le paralyse.

**Seule la lutte de classe poussée jusqu'au bout et dirigée par le parti de classe peut secouer le joug du capital et déclencher le plus grand des incendies: l'incendie social qui mettra à l'ordre du jour l'assaut révolutionnaire pour réduire en cendres un système qui ne produit que misère et mort !**

2/10/2019

## Argentine : La diversion électorale au secours d'un capitalisme en faillite économique

### FAILLITE ÉCONOMIQUE

La crise économique s'est aggravée en Argentine au cours de la dernière période: en rythme annuel le PIB (produit intérieur brut) a reculé de près de 6% au premier trimestre (derniers chiffres connus), au même rythme que le trimestre précédent, et tout indique, à commencer par la baisse de la production industrielle qui s'est accentuée en juin et juillet que la situation se soit aggravée sur ce plan; tout particulièrement en dépit des mesures prises par le gouvernement Macri (qui ont été symboliquement marquées par la démission du ministre de l'économie), l'inflation ne s'est pas calmée, bien que les taux d'intérêt à court terme décidés par la Ban-

que centrale soient de 75%, les plus élevés du monde.

Au contraire la défaite gouvernementale lors des élections primaires provoquait un krach de la bourse (-38% le lundi 12 août) et une chute de la monnaie nationale, le peso (-19% par rapport au dollar); cela va inévitablement raviver encore l'inflation qui a déjà atteint les 54,5% en rythme annuel. Pour bloquer la fuite des capitaux qui avaient été attirés par la politique libérale du gouvernement, ce dernier remettait en place le contrôle des changes qu'il avait supprimé lors de son entrée en fonction. L'année dernière le gouvernement Macri avait reçu du FMI un prêt de 57

milliards de dollars (le plus important jamais accordé par le Fonds). Mais, au mois d'août, à court de trésorerie, il était contraint de demander au FMI le rééchelonnement de sa dette qu'il était incapable de rembourser : l'Argentine était virtuellement en cessation de paiement.

Dès le début de sa mandature en 2016, Macri a mené une politique d'austérité, antisociale et multipliant les mesures en faveur de secteurs de la classe dominante comme la suppression des taxes à l'exportation pour favoriser l'agrobusiness (secteur clé de l'économie argentine, il était entré en conflit avec le gouvernement péroniste précédent de Cristina de Kirchner; il a obtenu la suppression des taxes à l'expor-

tation) et le secteur financier. La justification de ces mesures étaient qu'elles allaient relancer la croissance, la détérioration des conditions de vie et de travail des larges masses prolétariennes qu'elles provoquaient étant présentées comme le prix provisoire à payer. En réalité il s'agissait tout simplement de donner satisfaction aux capitalistes qui ne supportaient plus les taxes du gouvernement péroniste et en fait de croissance, c'est la crise qui est arrivée.

Dans la presse internationale on voit maintenant de nombreux commentaires accusant le FMI de ne pas avoir demandé des mesures d'austérité plus fortes pour accroître les profits et «assainir» les finances en contrepartie de son prêt.

Mais la bourgeoisie argentine comme les experts du FMI redoutent que des mesures trop drastiques entraînent une explosion sociale qui pourrait devenir incontrôlable. Tous se souvien-

nent de la crise économique de 2001 qui provoqua de violentes émeutes dont la répression sanglante fit plus de trente morts. Heureusement pour la classe dominante la diversion électorale est déjà proclamée, avec les élections générales d'octobre.

D'après les résultats des primaires (1), Macri cédera vraisemblablement sa place au candidat péroniste Fernandez. Pour avoir les mains libres, ce dernier (qui a pour vice-présidente, l'ancienne présidente Cristina de Kirchner) a maintient le plus grand vague sur son programme : il est clair que quel que soit celui qui sera élu, il mènera une politique anti-ouvrière et d'austérité renforcée que requiert le capitalisme argentin. Entre temps le cirque électorale aura permis pendant quelques mois aux partis et syndicats collaborationnistes de détourner les prolétaires du seul moyen pour se défendre : la lutte ouverte.

### LE TROTSKISME EN CAMPAGNE : NATIONALISME ET RÉFORMISME AU PROGRAMME

Quatre partis trotskistes argentins ont décidé de lancer un nouveau cartel électoral pour ces élections d'octobre. Ce cartel, le Front de Gauche et des Travailleurs-Unité (FIT-U), regroupe les partis de l'ancien FIT – le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS), le Parti Ouvrier (PO), la Gauche Socialiste (IS) – et le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST). Il est soutenu par le PSTU, membre de la Ligue Internationale des Travailleurs.

Le nouveau Front a publié son programme qui peut se résumer en deux mots : nationalisme et réformisme.

Le premier point du programme, ce qui lui donne donc un caractère primordial, est la «rupture avec le FMI» accompagné de «Non au paiement de la dette. De l'argent pour les salaires, le travail, la santé, l'éducation et le logement, pas pour le Fonds Monétaire». Mais pas un mot contre le capital national !

Il est vrai que le FMI, une institution bourgeoise internationale qui prête à bas prix des capitaux aux pays en difficulté contre la mise en oeuvre de plans d'austérité pour redresser les équilibres financiers, saigne les prolétaires. Mais cela n'exonère pas du tout la bourgeoisie argentine. Les exploiters argentins sont aussi rapaces que les exploiters étrangers. Les prolétaires n'ont pas à choisir entre le bourgeois de Buenos Aires et le bourgeois de Washington, siège du FMI. Ils ne s'en tireront pas plus facilement avec l'un qu'avec l'autre. Les trotskistes du FIT-U oublient totalement que le capitalisme suit des lois immuables et impersonnelles et que ses exigences actuelles pour intensifier l'exploitation du prolétariat ne sont pas le fait du FMI, mais bien du système lui-même. Mais

c'est bien le fait de la petite bourgeoisie que de toujours rechercher le coupable dans quelque monstrueux marionnettiste, tirant les ficelles des personnages de l'histoire sans se montrer au public.

La classe ouvrière n'a pas à réformer son Etat national bourgeois pour qu'il affronte l'impérialisme. Elle ne retrouvera son chemin de classe que lorsqu'elle cessera de toujours se déterminer sur les alternatives bourgeoises et qu'elle exercera sa force pour

### CE PROGRAMME NATIONALISTE EST TOUT AUTANT RÉFORMISTE

Au niveau politique, il réclame «un gouvernement des travailleurs et du peuple imposé par la mobilisation des exploités et des opprimés». Ce gouvernement serait basé sur «une Assemblée constituante libre et souveraine qui discute et résout les mesures d'urgence nécessaires pour répondre aux besoins urgents de la population active et promouvoir une transformation du pays sur de nouvelles bases sociales». Ce n'est donc ni la dictature du prolétariat, ni la révolution. Le «gouvernement des travailleurs» reste dans le cadre des institutions bourgeoises et la «mobilisation» va finir dans les urnes pour élire des députés. Les «nouvelles bases sociales» sont un terme assez flou pour cacher une litanie de réformes sociales dont le programme ne se prive pas (santé, logement...) sous le nom d'un «plan économique ouvrier et populaire débattu et géré par les travailleurs eux-mêmes».

Au cœur de ce plan, au niveau économique, se trouve l'étatisation de nombreux secteurs de l'économie: les banques et le commerce extérieur, toute entreprise qui ferme, toutes les entrepri-

ses privatisées « sous le contrôle, l'administration et la gestion des travailleurs et des usagers», des entreprises du secteur minier et énergétique. Cela s'accompagne de réformes fiscales avec des «impôts extraordinaires sur les grands capitalistes» et «des impôt progressifs sur les logements inoccupés des spéculateurs immobiliers» tout en s'engageant à «prendre soin des petits épargnants et offrir des crédits à bas prix». Ce programme est par essence anti-prolétarien. Aucune réforme ne peut améliorer l'exploitation capitaliste. Les prolétaires n'ont aucun contrôle à exercer sur leur asservissement !

Le nationalisme du FIT-U se concrétise aussi par la reprise du slogan chauvin «Les anglais et l'OTAN hors des îles Malouines». Cette revendication est purement anti-prolétarienne : elle ne vise même pas à mettre un terme à une oppression nationale (il n'y a pas d'Argentins sur ces îles) mais à créer une union nationale derrière la bourgeoisie.

Comme nous l'écrivions lors de la Guerre des Malouines sous le titre «Contre les requins petits et gros» (2) : pour la bourgeoisie argentine, « la conquête des Malouines est d'abord une opération de flibuste capitaliste classique. [...] Ce qu'elle convoite, ce sont les richesses pétrolières et les fameux «modules polymétalliques», c'est-à-dire les minerais déposés au fond de l'Océan dont, paraît-il, leur périmètre serait riche. Il va sans dire que ce n'est pas la tâche de la classe ouvrière de prendre parti pour un petit brigand dans la dispute qui l'oppose à un grand pour se partager les fruits d'un travail dont les prolétaires n'auront, dans la meilleure des hypothèses, qu'un maigre salaire. Elle a une autre manière de régler de tels problèmes de «Souveraineté» c'est de lutter contre toutes les bourgeoisies pour une société qui considérera toutes les richesses naturelles et sociales comme le bien commun de l'humanité entière».

Il s'adresse aux secteurs petits-bourgeois et bourgeois menacés par la crise capitaliste et victime de la concurrence des grandes entreprises et du capital étranger. Le réformisme et le nationalisme vont de pair !

La contribution des trotskistes argentins à la mystification électorale n'est pas anecdotique. Elle diffuse dans les rangs ouvriers ses lubies nationales-réformistes et renforce la croyance dans

( Suite en page 8 )



## Argentine ...

( Suite de la page 7 )

le mensonge démocratique d'un Etat au-dessus des classes que le prolétariat devrait mettre à son service.

Au lieu de participer aux élections, la seule solution pour les prolétaires est de se préparer à entrer en lutte pour leurs véritables intérêts de classe, contre l'exploitation capitaliste – qu'elle soit internationale ou nationale –, et contre la bourgeoisie et son Etat.

**A bas l'Etat bourgeois !**

**A bas le capitalisme, national et international !**

**Non au nationalisme et aux illusions réformistes !**

**Vive la révolution communiste mondiale !**

15/9/2019

(1) Au élections primaires du 11/8 (dites PACO), le candidat péroniste a obtenu 48% des suffrages exprimés contre seulement 32% à Macri. Un autre candidat bourgeois a recueilli 8% des suffrages et l'alliance trotskyste 2,83%. Les élections sont obligatoires en Argentine.

(2) *Le Prolétaire* n°358, du 16 au 29 avril 1982

## El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

**No 18/ Julio-Agosto-Septiembre de 2019**

• • • Después del circo electoral: El duro y difícil camino hacia la reanudación de la lucha de clase del proletariado aún debe recorrerse • • • ¿Movilizarse para «salvar el clima» o luchar para acabar con el capitalismo? • • • La huelga del metal en Vizcaya • • • Elecciones en España. Con la izquierda o con la derecha, una victoria de la democracia es una derrota del proletariado • • • Elecciones «europeas» del 26 de mayo • • • Primero de Mayo. ¡Una jornada de lucha proletaria que sólo podrá revivir volviendo a batirse sobre el terreno del antagonismo de clase en defensa exclusivamente de los intereses de clase proletarios! • • • En Sudán, el interclasismo y el democratismo conducen la revuelta a la derrota • • • Argentina: Frente a la crisis y la miseria, ¡necesidad imperiosa de la lucha clasista y de la organización proletaria! • • • Colombia: Frente a la ofensiva y el terror burgueses: ¡Lucha de clase anticapitalista! • • • ¡Por el apoyo a nuestra prensa!

Precio del ejemplar: Europa: 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

## Venezuela

# Approfondissement de la crise économique, impasse de la crise politique bourgeoise, besoin urgent de la lutte de classe prolétarienne

Après l'échec de la maladroite tentative de coup d'Etat du président auto-proclamé Guaidó et de l'opposition, et face aux déclarations menaçantes des États-Unis selon lesquelles «toutes les options sont sur la table», la situation reste incertaine au Venezuela pour tous les protagonistes. A commencer par les positions oscillantes de l'opposition après les rencontres avec des représentants du gouvernement en Norvège puis à la Barbade, dues au fait que le gouvernement Trump et le gouvernement vénézuélien ont annoncé qu'ils se rencontreraient depuis longtemps en secret indépendamment des délégués de Guaidó, le gouvernement vénézuélien ne voulant pas «continuer à parler aux marionnettes mais au marionnettiste», comme le déclara ironiquement Diosdado Cabello, numéro deux de la direction chaviste ... Tout dépend davantage de l'accroissement de la pression américaine sur Caracas que de l'impasse où se trouvent Guaidó et Maduro dans la solution de la crise vénézuélienne.

### LE JEU IMPERIALISTE PESE DE MANIERE DETERMINANTE SUR LES RIVALITES INTERNES

Les principaux porte-parole de l'administration Trump, sous la bannière de la «doctrine Monroe» (selon laquelle le reste du continent est considéré comme l'«arrière-cour» des États-Unis), ont évoqué comme épée de Damoclès l'option d'une intervention militaire directe pour renverser le gouvernement de Maduro et installer leur marionnette, M. Guaidó, ou un blocus naval total de la côte vénézuélienne (environ 3 000 kilomètres de frontière maritime à surveiller...!), ce qui serait à peu près impossible et en tout cas extrêmement traumatisant pour toute la région. Mais cela illustre sans aucun doute simultanément l'énorme importance des intérêts matériels en jeu au Venezuela entre un hypothétique bloc impérialiste occidental autour de l'axe américain, et des impérialistes rivaux comme la Russie, la Chine, mais aussi la Turquie et l'Iran, dans le cadre d'un jeu politique géostratégique complexe. Par exemple, si l'on considère les investissements chinois au Venezuela, pour l'exploitation des matières premières telles que le pétrole, le fer et d'autres précieux minerais industriels comme l'or, le coltan, etc., en plus de la reprise de certaines raffineries dé-

saffectedées en raison du manque d'entretien, il est clair que Pékin ne peut pas ne pas avoir une intervention politique et diplomatique plus agressive au Venezuela (qui a déjà accumulé envers lui une dette de 25 milliards de dollars) pour garantir ces investissements, qui font partie de ses grands projets qui couvrent toute la région. Mais ces investissements ne dépasseront jamais les investissements américains au Venezuela qui remontent au début du XXe siècle, en particulier pour les puits de pétrole: aujourd'hui, le stock des investissements américains au Venezuela atteint le chiffre fabuleux de 600 milliards de dollars (1).

De son côté la Russie n'a pas seulement elle aussi de lourds investissements dans la production de pétrole, surtout dans la ceinture pétrolifère de l'Orénoque, mais aussi dans la commercialisation internationale du pétrole vénézuélien à travers de la société d'Etat Rosneft, permettant à l'Etat vénézuélien de contourner les sanctions américaines contre le pétrole et les finances de Caracas. En outre elle fournit un important soutien militaire à l'armée vénézuélienne, et elle vient d'annoncer son intention d'envoyer des navires de guerre dans les ports vénézuéliens, donnant ainsi un signal clair de son opposition à toute velléité belliqueuse de la part de la puissance américaine.

### LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE AU VENEZUELA

Selon le FMI les prévisions économiques pour le Venezuela sont tout simplement épouvantables: d'une inflation qui en 2016-2017 était de 100% pour arriver ensuite à 900.000 % (130 000 % pour la Banque Centrale du Venezuela) en 2018, cette institution prévoyait qu'elle atteindrait les 10 millions % en 2019, avant de rectifier dernièrement ses chiffres: l'inflation ne serait plus (!) que de un million % pour l'année en cours. Quoi qu'il en soit nous sommes en présence d'une hyper inflation qui bat tous les records historiques. Toujours selon les chiffres du FMI le taux de chômage serait évidemment très élevé (34,3%), sans parler du PIB (produit intérieur brut) qui, encore positif en 2011 (5,6% de croissance) est devenu négatif en 2018 (-15%).

Pour compléter l'aperçu, il faut signaler la chute verticale de l'appareil



productif dans tous ses secteurs (-65%); un facteur important de cette chute est la production de pétrole qui de 2011 à 2015 s'est maintenue autour de 2,5 millions de barils par jour; elle est descendue aujourd'hui à 800 000 barils/jour. Si l'on ajoute le fait que le prix du pétrole, après avoir connu une hausse au cours des derniers mois, recommence à baisser, il est facile de comprendre que cela suffit pour frapper durement le revenu national. La ruine est plus qu'évidente, étant donné que les pertes et les accidents dans la production sont dus dans la plupart des cas au manque d'entretien et d'investissements techniques qui sous le capitalisme sont importants pour la compétitivité sur le marché, surtout dans un pays dont les devises viennent essentiellement de la commercialisation de l'or noir.

Ces causes économiques, dont la responsabilité ne peuvent être toutes attribuées à l'administration chaviste, mais aussi à la crise mondiale que connaissent les pays exportateurs de matières premières, ont des conséquences de nature sociale comme la dénutrition, la malnutrition et l'obésité qui selon la FAO (2) ont triplé entre les années 2010-2012 et 2015-2017, passant de 3,6% de la population à 11,7%, en prenant seulement en compte les chiffres fournis par les autorités vénézuéliennes. Il en va de même pour les maladies épidémiques qui avaient pratiquement disparu, comme le paludisme, la tuberculose et la diphtérie qui réapparaissent aujourd'hui et se diffusent en raison de la pénurie de médicaments et de vaccins (3).

Il faut ajouter à cela la forte émigration (4 millions de migrants et de déplacés en 4 ans selon les chiffres de l'ONU) pour avoir le tableau d'une réalité tendanciellement dramatique, avec la crise des hôpitaux, les fréquentes coupures de courant, la dégradation des services publics comme le ramassage des ordures, la distribution de l'eau ou de l'électricité, le téléphone, l'internet, etc. – sans parler du profond abîme où est tombée la valeur réelle des salaires.

### LA «GUERRE ÉCONOMIQUE» QUE LIVRE... LE GOUVERNEMENT CONTRE LE PROLÉTARIAT

Les Chavistes attribuent la responsabilité de cette situation dramatique, outre aux sanctions américaines, à des groupes capitalistes de la bourgeoisie traditionnelle (4); mais en réalité les lois du capitalisme imposent aux entreprises, quelle que soit leur couleur politique, d'utiliser tous les moyens à leur disposition pour défendre leurs profits, au détriment des intérêts des prolétaires et des masses. Même l'inefficacité, la corruption en cols blancs comme celle qui règnent habituellement dans les grandes

entreprises publiques, sont particulièrement néfastes dans la situation de crise économique où vit le pays.

C'est la démonstration pratique de la nature des thèses et de la politique bolivariennes qui, en fin de compte, quand la crise dissipe le rideau de fumée des mesures sociales, des dites «missions», se révèle comme le plus pur libéralisme et le plus sauvage capitalisme.

La propagande du gouvernement accuse les Etats-Unis de conduire une «guerre économique contre le peuple du Venezuela» et il est vrai que les sanctions américaines, qui ont commencé sous le gouvernement Obama et qui sont des actions contre les représentants du gouvernement vénézuélien, ont des conséquences désastreuses pour la population. Mais en utilisant le nationalisme, en appelant à l'union nationale pour la défense de la patrie, de la souveraineté, etc., le gouvernement de Maduro cherche à mobiliser ses partisans pour obtenir un soutien parmi le prolétariat, en voulant faire oublier qu'en réalité, c'est le gouvernement qui fait la guerre aux prolétaires.

Ce qui est surprenant, c'est que le gouvernement a pratiquement réussi l'exploit d'éviter de grandes révoltes, à part les manifestations de l'opposition de droite, et que la classe ouvrière qui dépend de sa force de travail pour vivre, ne montre que des signes isolés de mécontentement contre des salaires de misère (le salaire minimum est d'environ 5 dollars par mois) et des conditions de vie insupportables imposées par le régime chaviste.

En fait l'expérience historique des grandes crises économiques, comme celle des années trente, a démontré que ces crises assomment dans un premier temps le prolétariat, l'affaiblissent, le mettent à genoux – surtout quand lui manquent ses armes de lutte, c'est-à-dire ses organisations de classe: il n'y a aucun automatisme entre une grave crise économique et le déchaînement de la lutte de classe. Par conséquent la réaction immédiate des prolétaires est la recherche de solutions individuelles (dont l'émigration), avant de retrouver confiance dans l'action directe et collective contre les capitalistes. En outre la prolongation de cette situation de paralysie de la classe ouvrière est due au fait que la seule alternative qui se présente est celle de l'opposition bourgeoise de droite, trop anti-prolétarienne pour enrôler les masses de sans-réserve du pays.

### RÉPRESSION PRÉVENTIVE

La répression exercée par la police et l'armée n'est pas non plus étrangère à cette situation de quasi-paralysie de la classe ouvrière. L'Etat a réprimé non

seulement les manifestations de l'opposition, mais également les protestations venant des quartiers populaires, des entreprises publiques, des enseignants des infirmières et du mouvement paysan; il y a le cas célèbre du dirigeant syndical Ruben Gonzalez, proche de la MUD (alliance de droite), qui, en dépit de son oeuvre collaborationniste pour faire accepter aux travailleurs quelques miettes, a été condamné à 7 ans et 7 mois de prison. Tout ce cadre répressif se cache derrière «l'état d'exception constitutionnel» décrété par le gouvernement vénézuélien. Ces décrets et d'autres introduits à l'époque de Chavez ont été imposés en mai 2016 et renouvelés en septembre 2018; ils permettent au gouvernement d'utiliser la loi martiale pour «préserver l'ordre intérieur».

Le cas de Gonzalez est très instructif: quand le gouvernement et les patrons n'ont rien à concéder aux prolétaires, le jour où ces derniers expriment leur mécontentement, l'Etat bourgeois n'hésite pas à jeter au cachot les valets qui élèvent la voix pour protester. C'est une leçon pour les autres dirigeants syndicaux, une menace pour qu'ils continuent à jouer leur rôle de défenseurs de la paix sociale (c'est-à-dire de paralysie du prolétariat), et un avertissement aux prolétaires qu'il désormais n'y a plus rien à redistribuer et que la répression est passée au premier plan.

### FRACTIONS BOURGEOISES RIVALES, MAIS UNIES CONTRE LE PROLÉTARIAT

L'échec politique de la vieille bourgeoisie locale est en partie due à son origine sociale et économique: es principaux leaders sont issus de la bourgeoisie dite *compradore*. A cette couche parasitaire il ne reste plus qu'à espérer l'apparition de personnages comme le falot Guaidó qui affirmait récemment dans une déclaration au *Financial Times*: «Nous avons tous les éléments pour remplacer la dictature et réaliser une transition: soutien populaire, soutien international, accès aux ressources (...) appui international, état des forces armées, capacité de mobilisation, bien, nous avons tout ça ou presque tout (!)» (6). En réalité, malgré le soutien de Trump, les faits ont montré la vacuité de telles déclarations, qui relèvent plus de l'**auto-intoxication** que de la réalité.

Il faut rappeler qu'à côté de cette vieille bourgeoisie, il en existe une autre opposée – mais qui en cas d'explosions sociales se montre complémentaire et s'unifie avec elle –, une bourgeoisie compétitive qui soutient la politique de Maduro et du PSUV (Parti Socialiste Uni du Venezuela, le parti au pouvoir). Cette

( Suite en page 10 )

# Venezuela

## Besoin urgent de la lutte de classe prolétarienne

( Suite de la page 9 )

fraction d'origines diverses s'est développée de façon dynamique après les deux boums pétroliers qui ont donné naissance à une petite bourgeoisie essayant de diversifier l'économie du pays mais aussi de profiter des retombées de la manne pétrolière.

Si ces deux fractions s'opposent, en s'appuyant sur les puissances impérialistes (USA et Europe pour l'opposition, Chine et Russie pour celle soutenant le gouvernement), elles ne sont pas dans des compartiments étanches, opposées par un mur infranchissable – comme le démontre le cas de la vieille famille Mendoza qui collabore largement avec le gouvernement, sans parler du pacte Chavez-Cisneros-Carter (voir le supplément n°6 à El PC n°47, mars 2008), ou les négociations en le pouvoir et l'opposition. Ces deux fractions ont un programme anti-prolétarien.

Il est facile pour l'opposition de dénoncer la situation catastrophique dans laquelle survivent les masses sous le gouvernement Maduro, mais sans le proclamer ouvertement, au cas où elle arriverait au pouvoir, son programme serait celui d'une «thérapie de choc» pour stopper l'hyper inflation et restaurer le taux de profit du capitalisme vénézuélien; évidemment le «choc» serait infligé aux prolétaires et aux masses vénézuéliennes. Selon Eduardo Gamarra, professeur d'économie dans une université de Floride: *«les Vénézuéliens ont souffert durant toute cette période, [mais] ils vont se trouver face à une politique très dure si on veut contrôler le système monétaire»* (6).

### UN GOUVERNEMENT QUI S'APPUIE SUR LA TROMPERIE NE PEUT DURER TRÈS LONGTEMPS

Il y a un an Maduro appelait la classe ouvrière à soutenir son plan de reprise économique et financière: *«nous avons entre nos mains la formule parfaite pour garantir le bien-être de peuple vénézuélien»* déclarait-il le 23/8/2018 lors d'une réunion avec des dirigeants syndicaux. Mais les faits ont montré depuis un an ce qu'il y avait derrière ces phrases démagogiques: une dégradation sans précédent de la situation économique et sociale non seulement du prolétariat mais aussi de larges couches de la petite bourgeoisie, où seuls se sont enrichis les spéculateurs, les *bachaqueiros* («revendeurs» du marché noir), mais surtout les bourgeois qui jouissent d'un

accès facile aux devises étrangères.

### DEPUIS MACONDO, GUIDÓ EN APPELLE À L'ARMÉE VÉNEZUÉLIENNE

Les appels de Guaidó à l'armée semblent être issus de Macondo, la ville imaginaire décrite par Gabriel Garcia Marquez. En réalité l'armée soutient le gouvernement parce que sa hiérarchie est étroitement liée à la gestion du pays et donc aux affaires. Cette hiérarchie installée au gouvernement et qui continue à faire des affaires malgré la crise, n'avait rien à gagner en se tournant vers l'opposition pour faire un coup d'Etat contre Maduro (dont le cabinet est composé presque uniquement de chefs militaires). Mais si jamais ces affaires étaient compromises par le prolongement de la crise, l'armée qui est le pilier fondamental et le défenseur ultime du capitalisme n'hésiterait pas une seconde à déposer le gouvernement et à infliger au prolétariat la thérapie de choc que lui promettent les économistes.

La position de l'armée vénézuélienne doit faire réfléchir les avant-gardes prolétariennes: peu importe le nombre de fois où la classe ouvrière participe au cirque électoral ou ce que dit l'«opinion publique», quand c'est nécessaire les décisions fondamentales se basent sur la force, la violence et la dictature concentrées dans ce bras armé de l'Etat bourgeois. Comme l'affirme la critique marxiste: *«au-delà des apparences civilisées et de calme équilibre de l'ordre bourgeois, même dans la république la plus démocratique, l'Etat n'est pas autre chose que le comité d'intérêt de la classe dominante»*.

### LA PATRIE, C'EST LE PATRON!

Mais ce que nous voulons avant tout dénoncer, quel que soit l'issue de ce long mélodrame entre gouvernement et opposition, cette comédie ou tragédie, est que entre cette bande de politiciens, de parasites et de vermines, se trouve emprisonné le prolétariat, complètement inerte du point de vue de classe, et qu'il est encore considéré comme un soutien du nationalisme qui défend «sa» patrie contre l'impérialisme américain, au lieu de défendre ses intérêts de classe; le prolétariat que cette société marginalise et lui nie sa condition de producteur de toutes les richesses d'un pays qui ne lui appartient pas, mais qui, en dépit des conditions de vie et de travail épouvantables qui lui sont infligées, est le pre-

mier à être appelé à le défendre, lors de toutes les manifestations organisées pour dénoncer les exactions de Trump.

Les guerres ont toujours éclaté avec des armées qui affirment, en se massacrant réciproquement, défendre leur patrie... Mais ce sont les prolétaires qui sont massacrés de part et d'autre des fronts; si les prolétaires du Venezuela (comme dans tous les pays) ne veulent pas finir comme chair à canon, ils devront prendre résolument la voie de la lutte pour leurs seuls intérêts de classe dans les manifestations contre le capitalisme sauvage qui règne réellement en dépit de toute la propagande socialiste du gouvernement Maduro.

### LA GAUCHE DANS SON LABYRINTHE INTERCLASSISTE OU LES COUPS DE PIED AU CUL QUI SE PERDENT

Les trotskystes du *Partido Socialismo y Libertad* (Parti Socialisme et Liberté) et *C-Cura* (sa tendance dans le syndicat UNT) qui dans le passé étaient invités à des conférences avec Fedecamaras, la très puissante association des patrons vénézuéliens, se sont solidarisés sans aucune critique des manifestations de Hong Kong, de la même façon qu'ils ont participé en 2017 aux manifestations de l'opposition contre Maduro.

### « Il Comunista » Nr.161 - Ottobre 2019 A paraître prochainement Nell'interno

- La lotta di classe è fatto politico, non economico
- Un governo tira l'altro. La borghesia italiana sa che pesci prendere...finché il proletariato non riconquisterà il suo terreno di classe per la sua lotta anti-borghese e anticapitalistica
- Perché ci ricollegiamo alla Terza Internazionale
- Intimidazioni contro i compagni che lottano
- Whirlpool Napoli, in lotta gli operai a cui si aggregano gli asporanti «navigatori»
- America bianca: stragi che diventano la normalità
- Hong Kong: un movimento di grande ampiezza, ma interclassista
- Spagna: inondazioni sulla costa orientale: è il capitalismo che annega la vita
- Venezuela: urgente necessità della lotta di classe proletaria
- Canada: Stabilitimento di alluminio di Bécancour (Québec).
- Avviso: nuove regole postali per i versamenti al giornale

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF; £ 12

C'est la démonstration de leur dangereux interclassisme, malgré leurs déclarations sur l'autonomie de la classe ouvrière. Ils appellent par exemple à se regrouper et constituer «une alternative politique des travailleurs et du peuple qui se pose comme alternative vraiment révolutionnaire au PSUV et à la MUD. Nous appelons la gauche chaviste et non chaviste à s'unir à nous pour cet objectif» (7), mais sans dire sur quel terrain se porterait l'action de cette «alternative politique»: sur le terrain électoral, c'est-à-dire dans le cadre des institutions bourgeoises, ou sur le terrain de classe et révolutionnaire, c'est-à-dire contre ces institutions? Dans ce dernier cas il serait impossible d'arriver à s'unir avec des gens qui soutiennent le gouvernement actuel, même en le critiquant, comme le fait la «gauche chaviste». En réalité il n'y a ici que la vieille politique des «fronts populaires» qui ont toujours servi à empêcher une véritable mobilisation révolutionnaire du prolétariat.

De leur côté, les trotskystes de *Marea Socialista* se revendiquent du chavisme tout en étant opposés au gouvernement Maduro. Non autorisés légalement à participer aux élections, ils sont liés au niveau international à la IVe Internationale (ex SUQI) qui a depuis longtemps abandonné le principe marxiste de la dictature du prolétariat par celui de la *démocratie socialiste*, plus en ligne avec leur pratique réformiste dont la participation régulière aux élections n'est qu'un exemple. Leur électoralisme est si enraciné que pour les dernières élections régionales de 2017, comme pour les élections municipales de décembre ils décidèrent de participer sans leur propre étiquette, en affirmant: «on ne renonce pas à ses droits, et il est nécessaire de faire tous les efforts pour les exercer» (8). De façon contradictoire ils veulent défendre la «*souveraineté nationale*», c'est-à-dire l'économie capitaliste nationale, tout en appelant à l'«*autonomie*» de la classe ouvrière: les opportunistes camouflent toujours leur véritable nature derrière des déclarations classistes en apparence afin d'attirer les prolétaires écoeurés par le réformisme traditionnel.

Les prolétaires ne peuvent compter ce genre d'organisations pour leurs luttes. Leur situation, toujours plus dramatique au Venezuela, impose une lutte de résistance sur le seul terrain de classe, indépendamment et contre toutes les orientations bourgeoises, chavistes ou anti-chavistes; Comme dans tous les pays cette lutte pose le besoin de la reconstitution du parti de classe, internationaliste et international, pour diriger le combat anticapitaliste vers l'objectif final de l'Etat bourgeois et de l'instauration du pouvoir dictatorial du

prolétariat. Si cette perspective n'est pas immédiate, c'est elle qui doit guider dès aujourd'hui les prolétaires d'avant-garde.

**Non à l'unité nationale, non à la défense de la patrie, masque derrière lequel la bourgeoisie cache ses intérêts de classe!**

**A bas le pacte social chaviste! Vive la lutte de classe prolétarienne et anticapitaliste!**

**L'ennemi principal est dans notre pays!**, comme disait le révolutionnaire marxiste allemand Karl Liebknecht.

31/8/2019

(1) Les médias parlent de façon exagérée de «miracle chinois», des «voies de la soie», du fait que la Chine sera la prochaine première puissance mondiale, etc.; mais à propos des relations commerciales des Etats Unis et du Venezuela, l'ex-vice-ministre du Commerce extérieur, Rosado Prieto déclarait en 2015 que ces relations sont «très fructueuses à en juger par les 590 milliards de dollars qui constituent la balance commerciale des 13 premières années de la révolution bolivarienne. (...) Les Etats Unis sont la première destination de l'argent public vénézuélien, ils ont reçu en 2013 50% de la totalité des paiements internationaux du Venezuela». cf. <https://vigiljournal.com/es/la-inversion-extranjera-en-venezuela>. Depuis cette date il y a eu sans aucun doute une fuite des capitaux américains, mais les Etats Unis restent de loin le plus grand partenaire économique du pays.

(2) Le Venezuela est le pays latino-américain qui a connu les plus fortes augmentations en matière de faim et de malnutrition de 2016 à 2018. Le rapport de l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec le Programme Mondial de l'Alimentation et l'Organisation Pan-américaine de la Santé, signalent que la proportion de la population souffrant de la faim a triplé.

(3) Selon l'Observatoire Vénézuélien de la Santé, 12,2% de la population ne mange pas plus de deux fois par jour, et la Fondation Bengoa pour l'Alimentation et la Nutrition estime que 25% des enfants souffrent de malnutrition, selon ce qui est cité par Amnesty International dans son rapport annuel.

(4) «Cela me fait même honte. Nous avons perdu la capacité de gouverner et nous sommes responsables de cela. Ce n'est pas la quatrième république qui est responsable. Non. C'est nous qui sommes responsables parce que cela fait 19 ans que nous sommes en révolution et nous sommes responsables du bien et du mal qu'il y a dans ce pays» déclarait en juin 2018 Freddy Berنال, chef de police et Coordinateur actuel des CLAP (programme d'assistance sociale).

(5) cf <https://www.ft.com/content/396650ba-b2e4-11e9-bec9-fdcab53d6959> August 4, 2019

(6) cf <https://www.cnbc.com/2019/08/02/venezuela-inflation-at-10-million-percent-its-time-for-shock-therapy.html>

(7) cf <http://laclase.info/content/hay-que-movilizarse-para-sacar-a-este-gobierno-hambreador/>

(8) cf [https://es.wikipedia.org/wiki/Marea\\_Socialista](https://es.wikipedia.org/wiki/Marea_Socialista)

## A Hong Kong: un mouvement de lutte de grande ampleur mais interclassiste

Depuis que nous avons rédigé ce texte, à la mi-août, la situation a peu évolué à Hong Kong. Carrie Lam, la présidente du gouvernement autonome local a finalement annoncé début septembre le retrait de la proposition de loi autorisant l'extradition vers la Chine continentale qui avait mis le feu aux poudres, mais refuse toujours les autres revendications des manifestants: libération des prisonniers (plus de 1200 personnes auraient été arrêtées depuis le mois de juin), enquête indépendante sur les violences policières, élections au suffrage universel. La police a durci ses pratiques répressives (utilisant entre autres de nouveaux camions lanceurs d'eau achetés en France!) et le gouvernement de Pékin a multiplié les menaces plus ou moins voilées contre les protestataires. Une partie au moins des protestataires espère trouver un soutien auprès des Etats-Unis. C'est ainsi que le 9 septembre plusieurs dizaines de milliers de personnes, avec des drapeaux américains et des pancartes appelant Trump à «libérer Hong Kong», ont manifesté devant le consulat américain pour demander que soit votée au Congrès une proposition de loi sur «la démocratie et les droits de l'Homme à Hong Kong» (en réalité une proposition, bi-partisane, visant à taxer les importations du territoire dans le cadre de la guerre commerciale avec la Chine). L'appel à l'impérialisme américain est cohérent avec l'orientation petite bourgeoise du mouvement. Les jeunes prolétaires ou futurs

( Suite en page 12 )

## A Hong Kong: un mouvement de lutte de grande ampleur mais interclassiste

( Suite de la page 11 )

*prolétaires de Hong Kong qui forment sans aucun doute la partie la plus radicale des manifestants n'ont rien à y gagner; leurs alliés, ils pourraient les trouver auprès des prolétaires du reste de la Chine qui sont les premiers à souffrir de la politique répressive des autorités de Pékin et d'une exploitation capitaliste débridée. Mais pour que cette solidarité puisse se manifester et qu'une union prolétarienne contre le capitalisme devienne possible, il faudra que se rompe l'union populaire et que la lutte pour les intérêts prolétariens l'emporte sur les orientations démocratiques interclassistes et nationalistes.*

Le mouvement de protestation à Hong Kong dure maintenant depuis plus de deux mois; il ne donne pas de signe d'affaiblissement en dépit en dépit des déclarations du gouvernement local sur la suspension d'une mesure qui avait mis le feu aux poudres, de la campagne des médias contre la violence des manifestants, des menaces du gouvernement chinois et de la répression policière. Le mouvement a même franchi un degré supplémentaire avec une «grève générale» le 5 août, le premier mouvement de ce type depuis les grèves et les émeutes de 1967.

Tout a commencé avec l'annonce d'un décret gouvernemental pour autoriser les extraditions vers la Chine continentale.

Les accords passés lors de la rétrocession en 1997 du territoire de Hong Kong à la Chine par le gouvernement britannique, connus sous le nom «un pays, deux systèmes», laissent à l'ancienne colonie son système juridique et réglementaire – dans le cadre duquel elle était devenue une puissance économique et financière de premier plan. Le territoire bénéficia d'un statut d'autonomie administrative et judiciaire, avec un parlement et un gouvernement locaux, issus d'élections indirectes.

Le camp dit «pro-Pékin», majoritaire, y représente les intérêts des grands capitalistes; les partis dits «pan-démocrates», qui font figure d'opposition, sont eux aussi bourgeois, et certains reçoivent des subsides des Etats-Unis. Les élections de 2016 ont vu une percée de partis dits «localistes» (indépendantistes) souvent d'extrême droite qui s'appuient sur l'hostilité d'une partie de la population envers les Chinois et les minorités ethniques, accusés d'être responsables de la hausse de certains prix, comme ceux du logement, de vouloir profiter des prestations sociales locales et d'être une cause de la criminalité (1).

### L'IMPORTANCE DE HONG KONG POUR LA CHINE

Hong Kong a longtemps été le prin-

cipal point de contact de l'économie chinoise avec le reste du monde, ce qui confèrait une importance irremplaçable pour Pékin à ses activités commerciales et financières. C'est pourquoi la Chine accepta de lui concéder ce statut particulier qui permettait la continuité sans heurts des affaires. Ayant connu depuis longtemps une indéniable industrialisation, Hong Kong avait de plus développé dès les années soixante des activités industrielles florissantes, notamment grâce aux travailleurs immigrés chinois sous-payés parce que «clandestins». A la fin des années soixante-dix on y comptait près de 900 000 ouvriers travaillant dans plus de 20 000 usines; c'est dire qu'à côté de grandes usines il y avait beaucoup de petites entreprises, appartenant surtout au secteur du textile et des vêtements. A cette époque apparurent ou s'installèrent également des entreprises électroniques, pharmaceutiques, horlogères, de fabrication de jouets, etc. Hong Kong faisait alors partie de ce qu'on appelait les «dragons asiatiques» avec Singapour, la Corée du Sud et Formose, ces pays du Sud Est asiatique à l'industrialisation rapide.

Mais au début des années 80 les industriels de Hong Kong, devant l'ouverture économique de la Chine avec une main d'œuvre à bas prix, commencèrent à délocaliser massivement leurs usines, principalement dans la région voisine de Canton. Au point qu'on estime aujourd'hui que les entreprises de Hong Kong, territoire peuplé de 7,5 millions d'habitants, emploient autour de 10 millions de travailleurs en Chine continentale! La diminution du secteur industriel s'est accentuée encore après la crise de 2008, les capitalistes se tournant toujours davantage vers le secteur tertiaire pour réaliser leurs profits. Les dernières statistiques disponibles indiquent que l'industrie proprement dite (secteur «manufacturier» selon la terminologie anglo-saxonne) n'emploie plus que 90 000 personnes contre plus de 700 000 dans le commerce et la logistique, 550 000 dans les «services

professionnels» 250 000 dans le secteur financier et autant dans le secteur du tourisme (2).

Même si la métropole a perdu de son importance pour la Chine avec l'établissement direct de liens de cette-dernière avec le marché mondial, Hong Kong est toujours une place financière d'importance internationale pour les entreprises chinoises (sa bourse est la 6<sup>e</sup> du monde et les plus grandes sociétés chinoises y sont cotées), un centre commercial et d'échanges internationaux (son port se situe au 5<sup>e</sup> rang mondial pour ce qui est du trafic des containers, son aéroport est au huitième rang mondial pour le nombre de passagers) etc. C'est dire que les troubles qu'elle connaît peuvent avoir des conséquences qui dépassent largement les limites de son territoire.

Le mouvement de protestation actuel a atteint une ampleur bien supérieure à celle de la «révolution des parapluies» en octobre 2014; alors des dizaines de milliers des jeunes, surtout étudiants, manifestèrent et firent des sit-in dans Hong Kong contre un projet de loi limitant à des «patriotes» désignés par Pékin la possibilité de postuler au poste de chef du gouvernement, et pour demander le suffrage universel (le projet de loi sera finalement rejeté).

Les manifestants actuels voient dans le projet de décret un premier pas, à l'évidence décidé par Pékin, pour mettre fin au statut spécial de Hong Kong. Les craintes des habitants sont nourries par le tournant autoritaire et répressif du gouvernement chinois. Il y a eu en outre le précédent de patrons et employés d'une librairie de Hong Kong enlevés par des agents chinois en 2015 à cause de la publication d'ouvrages contre le président Xi Jinping.

L'indignation de nombreux habitants contre les brutalités policières envers les jeunes manifestants pacifiques a accru le nombre de manifestants. Le 9 juin un million de personnes descendirent dans les rues; le 16 juin, bien que le gouvernement ait entre-temps annoncé avoir «suspendu» son projet de décret, près de deux millions de personnes, de tous âges et toutes conditions, manifestèrent, réclamant en plus du retrait définitif du décret la démission de la cheffe du gouvernement.

Sans atteindre des chiffres aussi importants, les manifestations ont continué par la suite, malgré les déclarations et des mises en garde gouvernementales, la répression policière ou le recours à la pègre (attaque de manifestants par des membres des «triades», organisations criminelles de type mafieux). Le 12 août encore tous les vols à destination et au départ de Hong Kong étaient sup-

primés, des milliers de manifestants ayant envahi l'aéroport. De nombreux manifestants portaient un bandeau sur l'œil en solidarité avec une manifestante éborgnée par un projectile policier.

De son côté le gouvernement central de Pékin qui, dans un premier temps, avait ignoré le mouvement, ne cesse de multiplier les menaces envers les manifestants accusés d'être des «terroristes»; il a laissé entendre que ses soldats cantonnés sur le territoire pourraient prêter main-forte aux policiers du territoire. Il a exigé que Cathay Pacific, la compagnie aérienne de Hong Kong, lui communique le nom de ses employés grévistes, et leur a interdit le survol de son territoire...

Pékin redoute que l'agitation se diffuse en Chine continentale, et il fait donc pression pour le gouvernement du territoire ne cède que le minimum : l'exemple serait trop dangereux, en ce trentième anniversaire des manifestations de la place Tian'anmen. Dans sa propagande à usage interne Pékin dénonce les événements comme une action anti chinoise organisée en sous-main par Washington. Mais l'impérialisme américain a pris bien soin de n'apporter aucun soutien à ce que Trump a appelé les «émeutes».

### CAUSES SOCIALES DE LA MOBILISATION

La profondeur et la durée de cette mobilisation sont le signe que ses causes dépassent largement l'opposition à un décret : elles sont sociales.

En dépit de la prospérité apparente du territoire, illustré par ses gratte-ciels flamboyants ou ses records boursiers, la situation n'est pas si rose pour ses habitants. Sans doute le niveau de vie de la population en général et même des prolétaires, n'est plus celui qu'il était il y a 50 ans; mais les inégalités ont atteint un niveau sans précédent depuis 45 ans (date des premières statistiques à ce sujet). Le taux de pauvreté officiel est de près de 20%, contre 11% en 1991. Cette pauvreté touche surtout les personnes âgées, les femmes, les minorités ethniques et les travailleurs à bas salaire. Il faut dire que le salaire minimum a baissé en termes réels depuis 8 ans (3). Il est significatif que la manifestation syndicale du premier mai, qui a rassemblé plus de 4000 personnes, avait parmi ses revendications centrales la limitation de la durée du travail à 44 heures par semaine, l'augmentation des salaires et des pensions de retraite.

Mais même les travailleurs qui touchent des salaires plus élevés connaissent des difficultés croissantes en raison du coût de la vie et en particulier

du prix des logements. La crise du logement atteint de tels sommets que des dizaines de milliers de pauvres vivent dans des «cages» de 2 mètres de long entassées les unes sur les autres, ou des appartements que les «marchands de sommeil» divisent par des contreplaqués pour y entasser des locataires. Les petits bourgeois sont eux aussi touchés : ils voient leurs revenus amputer par le prix des locations alors qu'ils n'arrivent que difficilement à acheter un logement.

### UNE MOBILISATION INTERCLASSISTE, DES ORIENTATIONS BOURGEOISES

La «grève générale» du 5 août ne doit pas faire illusion; certains l'ont comparé avec la grande grève générale de 1925 qui, dans la période révolutionnaire de l'époque vit quelques dizaines de milliers de prolétaires exercer un contrôle de fait sur la ville, entraînant derrière eux les masses opprimées et étendre le mouvement à Canton. Rien de plus faux!

Aujourd'hui où le prolétariat est bien plus nombreux qu'alors, il se trouve à la remorque des masses indifférenciées, appelé à servir de force d'appoint à un mouvement qui ignore ses intérêts et ses revendications. Lancé au départ principalement par des démocrates ce mouvement s'est rapidement étendu aux étudiants et à des couches petites bourgeoises (professions libérales, etc.) redoutant de voir menacé leur mode vie, puis il s'est généralisé face à l'attitude des autorités.

A la différence de celui des parapluies où existait une organisation dirigeante (le syndicat étudiant), le mouvement actuel rejette toute forme d'organisation fixe, comptant sur les réseaux sociaux pour organiser au coup par coup les mobilisations. Mais il rejette aussi tout ce qui pourrait faire allusion à des divisions de classe en se présentant comme un mouvement de tous les Hongkongais. Au point que selon certains témoignages, les membres des minorités ethniques craignent de participer aux manifestations.

La revendication omni présente de démocratie ne s'accompagne d'aucune dénonciation ni critique, même limitée, du système économique et social capitaliste; on a au contraire une défense de ce système, valorisé comme typiquement hongkongais, contre les menaces que ferait peser sur lui le gouvernement de Pékin. Si les espoirs, voire les appels, aux Etats Unis ou à la Grande Bretagne pour soutenir Hong Kong contre Pékin, sont, à ce stade, marginaux, ils s'inscrivent cependant natu-

rellement dans la logique des orientations bourgeoises de type nationaliste du mouvement.

### UNE SEULE PERSPECTIVE POUR LES PROLÉTAIRES : LA RÉVOLUTION COMMUNISTE INTERNATIONALE

Comme d'autres mouvements du même type dans d'autres pays, le mouvement hongkongais, ne signifie pas encore le début de la lutte prolétarienne de classe; mais comme ces autres mouvements, il est le signe d'un ébranlement du statu quo social qui demain pourra permettre au prolétariat d'entrer en lutte pour son propre compte – non seulement pour défendre ses intérêts immédiats, mais aussi pour se lancer dans la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Pour cela il devra impérativement se dégager des unions populaires ou nationales qui l'emprisonnent, rompre la subordination aux orientations bourgeoises et petites bourgeoises et retrouver ses armes de classe en unissant ses luttes par-delà les frontières. C'est le seul moyen d'entraîner derrière lui, dans le combat contre le capitalisme, les couches petites bourgeoises poussées à se révolter face à la dégradation de leurs conditions

Alors «la révolution de notre temps», n'aura pas comme objectif de «libérer Hong Kong» (slogan d'origine indépendantiste largement repris dans les manifestations à la grande indignation de la cheffe du gouvernement local), mais celui de libérer les prolétaires et tous les opprimés en renversant le capitalisme dans toute la Chine et dans le monde entier : ce sera la **révolution communiste internationale!**

14/8/2019

(1) Certains localistes préconisent que seuls soient reconnus comme hongkongais ceux qui parlent cantonais (dialecte chinois de la région de Canton-Hong Kong) – et non mandarin, la langue officielle sur le continent – ou... anglais, alors que nombre d'habitants de souche parlent d'autres dialectes (Hakka, Chaozhou).

(2) Hong Kong Monthly Digest of Statistics, juillet 2019.

(3) *South China Morning Post*, 27/9/2018

Notre site Internet :  
www.pcint.org  
Adresse e-mail :  
leproletaire@pcint.org

# Il y a un siècle était fondée l'Internationale Communiste

( Suite de la page 1 )

miste et qu'elle devait donc «réviser» son programme en abandonnant ses proclamations révolutionnaires. Elle devait rompre avec l'anti-démocratisme, le révolutionnarisme et le catastrophisme «quarante-huitards» de Marx et Engels car, soutenait Bernstein, le capitalisme moderne avait dépassé son époque primitive de crises et de guerres pour entrer dans une période d'expansion économique et de progrès social continu. Kautsky fit partie de ceux qui combattirent le «révisionnisme» de Bernstein et réaffirmèrent le caractère révolutionnaire de la social-démocratie et la validité des thèses marxistes.

Mais battu dans les Congrès socialistes, Bernstein triomphait en fait dans la pratique (et il est ironique qu'il fit partie des opposants – timides! – à la guerre, alors que Kautsky la justifia). La perspective révolutionnaire, ce qu'on appelait le «programme maximum» était relégué aux grands discours des Congrès, tandis que le «programme minimum» (les réformes, la lutte syndicale élémentaire, la lutte électorale) constituait la réalité quotidienne de l'activité des partis.

Le courant de droite dans le mouvement socialiste, dit «opportuniste» parce qu'il abandonnait les principes et le programme pour obtenir des succès immédiats en s'adaptant à la pression de la société bourgeoise, devenait le véritable maître de la politique socialiste. En particulier la Deuxième Internationale avait organisé contre la guerre de grandes manifestations et multiplié les déclarations internationalistes; mais elle n'avait préparé aucune action pratique pour s'opposer concrètement aux préparatifs guerriers, aucun sabotage de l'effort de guerre; la seule perspective d'action envisagée se situait sur le plan parlementaire: le refus éventuel de voter les crédits de guerre comme le stipulait son programme – et elle n'eut même pas la force de le faire face à la pression bourgeoise qui s'exprima dans toute sa force par le canal du courant opportuniste!

## LE PARTI MONDIAL DE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

La nouvelle Internationale devait être radicalement différente de la vieille Internationale dégénérée; ce devait être une Internationale d'**action révolutionnaire**, abolissant la coupure entre programme minimum et programme maxi-

imum et renouant sur les plans programmatique et politique avec les positions marxistes authentiques; sur le plan organisationnel, à l'opposé du vague fédéralisme de la Deuxième Internationale, elle devait se donner l'objectif d'arriver à la plus grande centralisation et unité d'action possibles, pour devenir effectivement le parti mondial de la révolution communiste.

Cette ligne était dès le début celle du parti bolchevik; trempé dans une lutte acharnée contre l'opportunisme et le réformisme, il avait déjà une expérience de lutte réelle contre la guerre et contre «l'union sacrée», au moment de la guerre russo-japonaise en 1904-1905.

Mais il lui fut difficile de convaincre les socialistes internationalistes des autres pays, réticents malgré tout à rompre définitivement avec la Deuxième Internationale. En septembre 1915, lors de la conférence dans la ville suisse de Zimmerwald – conférence dont l'importance politique tient au fait que ce fut la première manifestation publique de l'internationalisme prolétarien après la catastrophe de la trahison du socialisme officiel – la gauche était très minoritaire; même les partisans de Rosa Luxemburg préférèrent rester avec les «centristes» (dont faisait partie Kautsky). A la réunion suivante, à Kienthal (avril 1916), elle le fut encore, quoique dans une moindre mesure, d'autres groupes se ralliant aux bolcheviks, tandis que les luxemburgistes se rapprochaient d'eux lors de certains votes.

Mais cette polarisation se faisait lentement et l'influence centriste, non révolutionnaire, restait encore largement présente dans le «mouvement de Zimmerwald» – un «bourbier», selon Lénine qui consacrait en avril 1917 écrivait dans son «projet de plate-forme pour le parti du prolétariat» un chapitre intitulé : «*L'Internationale de Zimmerwald a fait faillite. Il faut fonder la Troisième Internationale*» (1):

«*L'Internationale de Zimmerwald a adopté dès le début une attitude hésitante, «kautskiste», «centriste», ce qui a obligé aussitôt la gauche zimmerwaldienne à s'en désolidariser, à s'en séparer, et à lancer son propre manifeste (...). Le principal défaut de l'Internationale de Zimmerwald, la cause de sa faillite (car elle a déjà fait faillite idéologiquement et politiquement), ce sont ses flottements, son indécision dans la question essentielle, qui détermine toutes les autres: celle de la rupture totale avec le social-*

*chauvinisme et la vieille Internationale social-chauvine. (...) On ne peut tolérer plus longtemps le borbier de Zimmerwald (...). Notre parti ne doit pas «attendre»; il doit fonder tout de suite la III<sup>e</sup> Internationale.*»

Il fallut pourtant attendre encore la révolution d'octobre 1917 pour que se dissipent les équivoques, et la vague révolutionnaire qui suivit la fin de la guerre en 1918 pour que la fondation de l'Internationale communiste devienne un fait, même si Rosa Luxemburg, parfaitement consciente de sa nécessité, avait cependant expressément mandaté le délégué allemand pour que cette fondation soit retardée jusqu'à la victoire de la révolution dans d'autres pays – ce qu'elle estimait proche. On sait que c'est la contre-révolution dont elle fut la victime avec Liebknecht et un nombre indéterminé de prolétaires, qui était sur le point de triompher en Allemagne

Nous publions plus loin la plate-forme qui fut adoptée lors du Congrès de fondation, un texte qui reste fondamental. Pour l'introduire, nous ne pouvons mieux faire que de citer quelques passages du rapport tenu alors par Boukharine pour présenter le texte; nous avons choisi la question de la dictature du prolétariat.

## DÉMOCRATIE BOURGEOISE OU DICTATURE DU PROLÉTARIAT

(...) Lorsque nous considérons la question de la démocratie bourgeoise ou de la dictature du prolétariat, le plus important est de mentionner, premièrement que la démocratie bourgeoise n'est en réalité que la dictature de la bourgeoisie et, deuxièmement, qu'elle repose sur une fiction, à savoir la fiction de la prétendue «volonté du peuple». Ce fétiche, ce faux concept de la «volonté du peuple» est un mot d'ordre pour tous les partis. Prenons n'importe quel tract ou brochure du vieux parti social-démocrate et nous y trouverons dans d'innombrables phrases ce mot sacramentel de «volonté du peuple».

En réalité, cependant, cette volonté du peuple est un non-sens. La société capitaliste n'est pas une quelconque totalité fermée. Il y a en effet, dans la société capitaliste, non pas une société mais deux. A la volonté de la minorité exploiteuse s'oppose diamétralement la volonté de la majorité exploitée et c'est pourquoi il ne peut pas exister une «volonté du peuple» unitaire qui engloberait toutes les classes. On ne peut même pas dire qu'il pourrait y avoir malgré tout une résultante issue de la volonté des différentes classes; de telle résultante est, en réalité, impossible car une classe cherche à imposer par divers

moyens, par la violence brutale ou par le mensonge idéologique, sa volonté; en réalité il n'y a qu'une seule volonté dominante et ce n'est pas un hasard si dans la démocratie bourgeoise précisément la fiction de la volonté du peuple est particulièrement mise en avant. Il est clair que, dans la démocratie bourgeoise précisément, se réalise seulement la volonté de la bourgeoisie, non celle du prolétariat qui est au contraire totalement opprimée dans la démocratie bourgeoise.

La deuxième idée fondamentale de cette plate-forme est l'antithèse entre la liberté *formelle* de la démocratie bourgeoise et la «réalisation matérielle» de la liberté par la dictature du prolétariat. La démocratie bourgeoise a proclamé différentes libertés pour tout le peuple, par conséquent aussi pour les classes travailleuses; mais tant que la base matérielle est concentrée entre les mains des classes capitalistes, ces libertés sont inaccessibles à la classe ouvrière. La situation est analogue en ce qui concerne la liberté de la presse aux Etats-Unis: la censure américaine n'interdit pas les journaux prolétariens, mais elle refuse de les diffuser par la poste. L'existence formelle de cette liberté de presse n'a donc pas de signification pour le prolétariat. Il en va de même pour toutes les autres libertés dans la démocratie bourgeoise. Etant donné que la bourgeoisie possède les immeubles, le papier, les imprimeries, bref possède tout, le prolétariat peut bien disposer de différentes libertés formelles, mais il est incapable de les réaliser. Il en va tout autrement dans la dictature du prolétariat. Nous ne tenons pas de grands discours sur les différentes libertés. Nous garantissons la réalisation de ces libertés par le fait que nous enlevons la base matérielle de la société capitaliste, la propriété, les moyens matériels à la bourgeoisie afin de les remettre aux ouvriers, aux paysans pauvres, c'est-à-dire au peuple réel.

Troisièmement, notre plate-forme contient encore l'antithèse entre la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne dans la mesure où il s'agit de la participation au pouvoir d'Etat. Bien que dans la démocratie bourgeoise on fasse beaucoup de discours sur le fait que c'est le peuple lui-même qui gouverne (le terme même de démocratie signifiant en effet «auto-gouvernement du peuple»), le peuple proprement dit, c'est-à-dire en premier lieu le prolétariat, reste totalement isolé de l'appareil d'Etat dans la démocratie bourgeoise.

Dans les républiques démocratiques bourgeoises de Suisse ou des Etats-Unis, la «participation» du prolétariat à l'administration d'Etat consiste seule-

ment en ceci qu'il a le droit de déposer tous les quatre ans un petit bulletin de vote dans l'urne en remplissant ainsi son «devoir» de citoyen. Tout le travail est confié à un député, très souvent à un député bourgeois et l'ouvrier ne sait absolument pas du tout comment «travaillent» à vrai dire ces députés. L'ouvrier est totalement exclu de l'appareil d'Etat.

Les choses sont tout à fait différentes dans la dictature du prolétariat. Le prolétariat ne participe pas seulement aux élections, mais il est bien plutôt le membre actif de tout l'appareil d'Etat, de ce grand mécanisme qui s'étend sur tout le pays et qui le tient entre ses mains. Toutes les organisations de masses du prolétariat se transforment ici en auxiliaires du pouvoir d'Etat prolétarien et c'est ce qui garantit la participation constante du prolétariat à l'administration d'Etat.

Maintenant, camarades, vient le point qui concerne l'expropriation de la bourgeoisie, c'est-à-dire l'aspect économique de la dictature du prolétariat. Cet aspect de la dictature du prolétariat est aussi important que la prise du pouvoir politique. La dictature politique, la dictature du prolétariat est pour nous simplement un moyen de réaliser la transformation économique. La transformation de la société capitaliste en société communiste s'accomplit sur le terrain de la transformation de la structure économique de la société moderne, et la transformation des rapports de pro-

duction est l'objectif principal de la dictature du prolétariat (...) (2).

(1) cf. Lénine, Oeuvres, tome 24, p. 73, 75. Ecrite en avril 1917 pour expliciter les fameuses «Thèses d'avril» consacrées à remettre le parti bolchévique sur les rails de la lutte pour la prise du pouvoir, cette brochure, intitulée «Les tâches du prolétariat dans notre révolution», ne parut qu'en septembre.

On peut y lire aussi ce passage: «C'est précisément à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une nouvelle Internationale, une Internationale révolutionnaire, prolétarienne; plus exactement, nous ne devons pas craindre de proclamer hautement qu'elle est déjà fondée et qu'elle agit. C'est l'Internationale des "véritables internationalistes" que j'ai dénombrés plus haut. Eux, et eux seuls, sont les représentants, et non les corrupteurs, des masses internationalistes révolutionnaires. Ces socialistes sont peu nombreux. (...) Ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de "proclamer" l'internationalisme; c'est de savoir être, même aux moments les plus difficiles, de véritables internationalistes».

(2) Rapport de Boukharine sur la Plate-forme, 3/3/1919. cf. <http://archives.autonomies.org/spip.php?article3675>

## Plate-forme de l'Internationale Communiste ( Moscou, 6 mars 1919 ) (1)

Les contradictions du système capitaliste mondial, auparavant dissimulées dans son sein, se sont manifestées avec une force inouïe en une formidable explosion : la grande guerre impérialiste mondiale.

Le capitalisme a tenté de surmonter sa propre anarchie en organisant la production. A la place des nombreuses entreprises concurrentes se sont organisées de vastes associations capitalistes (syndicats, cartels, trusts) ; le capital bancaire s'est uni au capital industriel ; toute la vie économique est tombée sous la domination d'une oligarchie financière capitaliste qui, par son organisation sur la base de ce pouvoir, a acquis l'hégémonie. Le monopole supprime la libre concurrence. Le capitaliste isolé se transforme en membre d'une asso-

ciation capitaliste. L'organisation remplace l'anarchie insensée.

Mais, dans la mesure où, dans les différents Etats, les procédés anarchiques de la production capitaliste ont été remplacés par l'organisation capitaliste, les contradictions, la concurrence, l'anarchie, n'ont cessé de s'aggraver dans l'économie mondiale. La lutte entre les plus grands Etats conquérants a conduit, par une nécessité de fer, à la monstrueuse guerre impérialiste. La soif de bénéfices a poussé le capitalisme mondial à la lutte pour la conquête de nouveaux marchés, de nouvelles sphères d'investissement, de nouvelles sources de matières premières et la main-d'œuvre à bon mar-

( Suite en page 16 )



# Plate-forme de l'Internationale Communiste

( Moscou, 6 mars 1919 )

( Suite de la page 15 )

ché des esclaves coloniaux. Les Etats impérialistes qui se sont partagés le monde entier, qui ont transformé des millions de prolétaires et de paysans d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Australie, en bêtes de somme, devaient tôt ou tard révéler dans un conflit gigantesque la nature anarchique du capital. Ainsi se produisit le plus grand des crimes — la guerre mondiale de brigandage.

Le capitalisme a tenté de surmonter les contradictions de sa structure sociale. La société bourgeoise est une société de classes. Mais le capital des grands Etats «civilisés» s'est efforcé d'étouffer les contradictions sociales. Aux dépens des peuples coloniaux qu'il exploitait, le capital a corrompu ses esclaves salariés, créant une communauté d'intérêts entre les exploitateurs et les exploités — communauté d'intérêts dirigée contre les colonies opprimées et les peuples coloniaux jaunes, noirs ou rouges ; il a enchaîné la classe ouvrière européenne et américaine à la «patrie» impérialiste.

Mais, cette même méthode de corruption permanente, qui servait à alimenter le patriotisme de la classe ouvrière et sa sujétion morale, s'est transformée en son contraire grâce à la guerre. L'extermination, la sujétion totale du prolétariat, le joug monstrueux, l'appauvrissement, la dégénérescence, la faim dans le monde entier — telle fut la dernière rançon de la paix sociale. Et cette paix a fait faillite. La guerre impérialiste s'est transformée en guerre civile.

La nouvelle époque est née : l'époque de la désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. L'époque de la révolution communiste du prolétariat.

Le système impérialiste croule. Troubles aux colonies, fermentation parmi les petites nationalités jusqu'à présent privées de leur indépendance, insurrections du prolétariat, révolutions prolétariennes victorieuses dans plusieurs pays, décomposition des armées impérialistes, incapacité absolue des classes dirigeantes à diriger dorénavant les destinées des peuples — tel est le tableau de la situation actuelle dans le monde entier.

L'humanité, dont toute la culture a été dévastée, est menacée de destruction totale. Il n'est plus qu'une force capable de la sauver, et cette force, c'est

le prolétariat. L'ancien «ordre» capitaliste n'existe plus. Il ne peut plus exister. Le résultat final du mode de production capitaliste est le chaos — et ce chaos ne peut être vaincu que par la plus grande classe productive : la classe ouvrière. C'est elle qui doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les Etats, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples.

Entre temps, contre le prolétariat, le capital mondial s'est armé pour le dernier combat. Sous le couvert de la Société des Nations et des bavardages pacifistes, il tente un dernier effort pour recoller les parties désagrégées du système capitaliste et diriger ses forces contre la révolution prolétarienne montante.

A ce nouveau et immense complot des classes capitalistes, le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique, tourner ce pouvoir contre ses ennemis de classe et s'en servir comme levier pour la transformation économique de la société. La victoire définitive du prolétariat mondial marquera le commencement de l'histoire véritable de l'humanité libérée.

## LA CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie. L'appareil d'Etat bourgeois avec son armée capitaliste, placée sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois et de junkers, avec sa police et sa gendarmerie, ses geôliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc., constitue le plus puissant instrument de domination de la bourgeoisie. La conquête du pouvoir politique ne peut consister en un simple changement de personnes dans les ministères, mais signifie la destruction de l'appareil d'Etat ennemi, la prise en mains de la force réelle, le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaires, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière ; la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens, la destruction du fonctionnarisme réactionnaire et la création de nouveaux or-

ganes d'administration prolétariens. La victoire prolétarienne est assurée par la désorganisation du pouvoir ennemi et l'organisation du pouvoir prolétarien ; elle signifie la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et la construction de l'appareil d'Etat prolétarien. Ce n'est qu'après sa victoire complète, quand le prolétariat aura définitivement brisé la résistance de la bourgeoisie, qu'il pourra obliger ses anciens adversaires à le servir utilement, les amenant progressivement, sous son contrôle, à l'oeuvre de construction communiste.

## DÉMOCRATIE ET DICTATURE

Comme tout Etat, l'Etat prolétarien est un appareil de contrainte et cet appareil est maintenant dirigé contre les ennemis de la classe ouvrière. Sa mission est de briser et de rendre impossible la résistance des exploités qui emploient dans leur lutte désespérée tous les moyens pour étouffer la révolution dans le sang. D'autre part, la dictature du prolétariat qui donne officiellement à la classe ouvrière l'hégémonie dans la société est une institution provisoire.

Dans la mesure où sera brisée la résistance de la bourgeoisie, où celle-ci sera expropriée et se transformera en une masse laborieuse, la dictature du prolétariat disparaîtra, l'Etat dépérira et les classes sociales avec lui.

La prétendue démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée. La «volonté populaire» tant prônée est une fiction, comme l'unité du peuple. En fait, il n'existe que des classes dont les intérêts antagonistes sont irréductibles. Et comme la bourgeoisie n'est qu'une petite minorité, elle utilise cette fiction, cette prétendue «volonté populaire» nationale, afin d'affermir, sous le couvert de ces belles phrases, sa domination sur la classe ouvrière, et de lui imposer sa volonté de classe. Au contraire, le prolétariat constituant l'énorme majorité de la population, utilise ouvertement la violence de classe de ses organisations de masse, de ses conseils, pour supprimer les privilèges de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classes.

L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans la reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments semi-prolétariens, du fait de leur manque de ressources matérielles, tandis que la bourgeoisie a toutes les possibilités de tirer parti de ses ressources matérielles, de sa presse et de son organisation, pour mentir au peuple et le tromper. Au contraire,

l'essence du système des conseils - ce nouveau type de pouvoir d'Etat - consiste en ce que le prolétariat a la possibilité d'assurer dans les faits ses droits et sa liberté. Le pouvoir des conseils remet au peuple les plus beaux palais, les maisons, les typographies, les réserves de papier, etc., pour sa presse, ses réunions, ses associations. Ce n'est qu'alors que devient possible la véritable démocratie prolétarienne.

Avec son système parlementaire, la démocratie bourgeoise ne donne qu'en paroles le pouvoir aux masses. Les masses et leurs organisations sont en réalité tenues complètement à l'écart et du pouvoir véritable et de la véritable administration de l'Etat. Dans le système des Conseils, les organisations de masse et par elles les masses elles-mêmes gouvernent l'Etat, appelant à administrer un nombre toujours plus grand d'ouvriers ; et ce n'est que de cette façon que tout le peuple travailleur est peu à peu appelé à prendre part effectivement au gouvernement de l'Etat. Le système des Conseils s'appuie de la sorte sur les organisations des masses prolétariennes, représentées par les Conseils eux-mêmes, les syndicats révolutionnaires, les coopératives, etc.

La démocratie bourgeoise et le parlementarisme, renforcés par la séparation des pouvoirs législatif et exécutif et l'absence du droit de révoquer les députés, achèvent de séparer les masses de l'Etat. Au contraire, le système des Conseils, par le droit de révocation, par la fusion des pouvoirs législatif et exécutif et par la capacité des Conseils à constituer des collectivités de travail, lie les masses aux organes de l'administration. Ce lien est encore affermi par le fait que, dans le système des Conseils, les élections ne se font pas d'après des subdivisions territoriales artificielles, mais d'après des unités locales de production.

Le système des Conseils rend ainsi possible la véritable démocratie prolétarienne, démocratie pour le prolétariat et à l'intérieur du prolétariat, dirigée contre la bourgeoisie. Dans ce système, la position dominante est assurée au prolétariat industriel, auquel appartient, du fait de sa meilleure organisation et de son plus grand développement politique, le rôle de classe dirigeante, et dont l'hégémonie permettra au semi-prolétariat et aux paysans pauvres de s'élever progressivement. Ces privilèges temporaires du prolétariat industriel doivent être utilisés pour arracher les masses non possédantes de la petite-bourgeoisie paysanne à l'influence des propriétaires ruraux et de la bourgeoisie, pour les organiser et les appeler à collaborer à la construction communiste.

## L'EXPROPRIATION DE LA BOURGEOISIE ET LA SOCIALISATION DE LA PRODUCTION

La décomposition du système capitaliste et de la discipline capitaliste du travail rendent impossible, étant donné les relations entre les classes, la reconstitution de la production sur les anciennes bases. La lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, même en cas de succès, n'amène pas l'amélioration espérée des conditions d'existence, l'augmentation du prix des produits de consommation rendant chaque succès illusoire. La lutte énergique des ouvriers pour l'augmentation des salaires dans tous les pays dont la situation est désespérée, par sa puissance élémentaire, par sa tendance à la généralisation, rend impossibles dorénavant les progrès de la production capitaliste. L'amélioration de la condition des ouvriers ne pourra être atteinte que lorsque le prolétariat lui-même s'emparera de la production. Pour élever les forces productives de l'économie, pour briser au plus vite la résistance de la bourgeoisie qui prolonge l'agonie de la vieille société, créant par là même le danger d'une ruine complète de la vie économique, la dictature prolétarienne doit réaliser l'expropriation de la grande bourgeoisie et des hobereaux et faire des moyens de production et de transport la propriété collective de l'Etat prolétarien.

Le communisme est en train maintenant de naître sur les décombres de la société capitaliste ; l'histoire ne laisse pas d'autre issue à l'humanité. Les opportunistes, en retardant la socialisation par leur utopique revendication du rétablissement de l'économie capitaliste, ne font qu'ajourner la solution de la crise et créent la menace d'une ruine totale. La révolution communiste apparaît dans une telle période comme le seul moyen qui permette de sauvegarder la force productive, la plus importante de la société, le prolétariat, et avec lui l'ensemble même de la société.

La dictature prolétarienne n'entraîne aucun partage des moyens de production et de transport. Au contraire, sa tâche est de réaliser une plus grande centralisation des forces productives et de subordonner l'ensemble de la production à un plan unique.

Le premier pas vers la socialisation de toute l'économie comporte nécessairement les mesures suivantes : socialisation des grandes banques qui dirigent maintenant la production ; prise en mains par le pouvoir d'Etat prolétarien de tous les organes de l'Etat capitaliste régissant la vie économique ; prise en mains de toutes les entreprises communales ;

socialisation des branches d'industrie trustées ou cartellisées ; de même, socialisation des branches d'industrie dont le degré de concentration et de centralisation rend la réalisation techniquement possible ; socialisation des propriétés agricoles et leur transformation en entreprises agricoles dirigées par la société.

Quant aux entreprises de moindre importance, le prolétariat doit, en tenant compte de leur dimension, les socialiser petit à petit et les unifier.

Il importe de souligner ici que la petite propriété ne doit pas être expropriée et que les petits propriétaires qui n'exploitent pas le travail salarié ne doivent subir aucune mesure de violence. Cette classe sera peu à peu intégrée dans l'organisation socialiste. L'exemple et la pratique démontreront en effet la supériorité de la nouvelle structure sociale qui libère la classe des petits-paysans et la petite-bourgeoisie urbaine du joug économique des grands capitalistes usuriers, des hobereaux, des impôts excessifs (principalement par suite de l'annulation des dettes d'Etat, etc.).

La tâche de la dictature prolétarienne dans le domaine économique ne peut être réalisée que dans la mesure où le prolétariat saura créer des organes centralisés de direction de la production et réaliser la gestion par les ouvriers eux-mêmes. A cette fin, il devra tirer parti des organisations de masses qui sont le plus étroitement liées au processus de production.

Dans le domaine de la distribution, la dictature prolétarienne doit remplacer le commerce par une juste répartition des produits. Parmi les mesures indispensables indiquées : la socialisation des grandes entreprises commerciales, la prise en mains par le prolétariat de tous les organes de distribution bourgeois étatiques et municipaux ; le contrôle des grandes unions coopératives dont l'organisation aura encore, pendant la période de transition, une importance économique considérable ; la centralisation progressive de tous ces organes et leur transformation en un système unique de répartition rationnelle des produits.

De même que dans le domaine de la production, dans celui de la distribution il importe d'utiliser tous les techniciens et les spécialistes qualifiés — sitôt que leur résistance dans le domaine politique aura été brisée et qu'ils seront en état de servir, non plus le capital, mais le nouveau système de production.

Le prolétariat n'a pas l'intention de les opprimer ; au contraire, lui seul leur donnera, le premier, la possibilité de développer l'activité créative la plus inten-

( Suite en page 18 )

## Plate-forme de l'IC ...

( Suite de la page 17 )

se. La dictature prolétarienne remplacera la division du travail physique et intellectuel, propre au capitalisme, par leur union, fusionnant ainsi le travail et la science.

En même temps qu'il expropriera les fabriques, les mines, les propriétés, etc., le prolétariat devra mettre fin à l'exploitation de la population par les capitalistes propriétaires d'immeubles, remettre les grandes habitations aux Conseils ouvriers locaux, installer la population ouvrière dans les appartements bourgeois, etc.

Au cours de cette immense période de transformation, le pouvoir des Conseils doit, d'une part, échafauder un énorme appareil de gouvernement toujours plus centralisé et, d'autre part, appeler à un travail d'administration directe des couches toujours plus nombreuses des masses laborieuses.

### LE CHEMIN DE LA VICTOIRE

La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses jusque et y compris à sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine d'Etat bourgeoise. A ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens tels que, par exemple, l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme bourgeois.

Les conditions préliminaires indispensables à cette lutte victorieuse sont : la rupture, non seulement avec les laquais directs du capital et les bourreaux de la révolution communiste - dont les social-démocrates de droite assurent aujourd'hui le rôle - mais encore la rupture avec le «Centre» (groupe Kautsky), qui, au moment critique, abandonne le prolétariat et lie partie avec ses ennemis déclarés.

D'un autre côté, il est nécessaire de réaliser un bloc avec ces éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien que n'ayant pas appartenu auparavant au parti socialiste, se placent maintenant dans l'ensemble sur le terrain de la dictature prolétarienne sous la forme du pouvoir des Conseils, c'est-à-dire avec les éléments révolutionnaires du syndicalisme.

La montée du mouvement révolutionnaire dans tous les pays, le danger, pour cette révolution, d'être étouffée par la ligue des Etats bourgeois, les tentatives d'union des partis social-traitres (formation de l'Internationale jaune, à Berne), dans le but de servir basement la ligue de Wilson — et enfin la

nécessité absolue pour le prolétariat de coordonner ses efforts - tout cela nous conduit inévitablement à la fondation de l'Internationale communiste, véritablement révolutionnaire et véritablement prolétarienne.

L'Internationale, qui subordonnera les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale, réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays — car sans cette solidarité économique et autre, le prolétariat ne sera pas capable d'édifier une société nouvelle. D'autre part, contrairement à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial.

Les brigands capitalistes affirmaient, au début de la guerre mondiale, qu'ils ne faisaient que défendre leur patrie. Mais l'impérialisme allemand devait révéler rapidement sa nature bestiale véritable par la série de ses sanglants forfaits commis en Russie, en Ukraine, en Finlande. Maintenant se démasquent à leur tour, même aux yeux des couches les plus arriérées de la population, les puissances de l'Entente qui pillent le monde entier et assassinent le prolétariat. D'accord avec la bourgeoisie allemande et les social-patriotes, des phra-

ses hypocrites sur la paix aux lèvres, elles s'efforcent d'écraser, au moyen de leurs armes de guerre et de troupes coloniales abruties et barbares, la révolution du prolétariat européen. La terreur blanche des bourgeois-cannibales a été féroce au-delà de toute expression. Les victimes sont innombrables dans les rangs de la classe ouvrière qui a perdu ses meilleurs dirigeants : Liebknecht, Luxemburg.

Le prolétariat doit se défendre à tout prix. L'Internationale communiste appelle le prolétariat mondial à cette lutte décisive.

**Arme contre arme !**

**Violence contre violence !**

**A bas la conspiration impérialiste du capital !**

**Vive la République internationale des Conseils prolétaires !**

(1) Nous avons repris ici la traduction française fournie par Broué dans «Premier Congrès de l'Internationale Communiste».

Le texte est aujourd'hui disponible aujourd'hui sur le site: <http://archives.autonomies.org>, où se trouvent de nombreux documents sur l'Internationale Communiste, et sur le mouvement de Zimmerwald, parfois inédits en français.

## La IVe Internationale victime du réchauffement climatique

Les prolétaires sont assaillis au quotidien par toutes les annonces catastrophistes (voire apocalyptiques) des médias, des politiciens et des idéologues bourgeois sur le réchauffement climatique. Beaucoup d'organisations d'extrême gauche rejoignent les lamentations bourgeoises pour «Sauver le climat».

La IVe Internationale est une caricature du tournant «écosocialiste» de ces organisations. Cette internationale, héritière de celle fondée par Trotsky en 1938, regroupe des partis dans le monde entier. Sa section en Algérie est le Parti Socialiste des Travailleurs, en Belgique c'est la «Gauche anticapitaliste» En France, comme dans d'autres pays, la QI n'a plus de section, ses membres militants dans un parti plus large — le NPA.

Dans le numéro de mars 2019 d'*Imprecor*, sa revue en langue française, se trouve un très (et trop) gros dossier sur l'écosocialisme, qui reprend la résolution adoptée par son dernier congrès mondial.

Il suffit de lire la conclusion de ce dossier pour comprendre l'opportunisme total de la QI qui s'enthousiasme

aujourd'hui pour l'écologie comme elle s'enthousiasmait hier pour le mouvement nationalistes bourgeois du Tiers-Monde ou le Parti des Travailleurs de Lula au Brésil.

L'Internationale trotskyste reprend le catastrophisme médiatique et affirme que *«l'humanité se trouve aujourd'hui au bord de l'abîme: destruction écologique, basculement climatique»*.

Cet abîme ce n'est pas les guerres qui ensanglantent de nombreux pays (comme la Syrie), la misère qui pousse de millions de personnes à émigrer, la brutalité répressive dans de nombreux Etats bourgeois, la vie insupportable sous le capitalisme, le chômage, la menace d'une nouvelle crise économique et la perspective encore lointaine, mais bien réelle du déchaînement d'un nouveau conflit mondial; non c'est le réchauffement climatique!

A ce constat dicté par la toute-puissance des médias bourgeois, suit une réponse soufflée en réalité par les mêmes: *«tenter de gagner du temps et d'imposer aux pouvoirs en place des mesures concrètes»*. Ce ne sont même plus les revendications transitoires dans la

perspective d'aller vers le renversement du capitalisme, mais tout simplement des aménagements du capitalisme pour le verdier! Plus le temps de songer à la révolution (ne parlons pas de la préparer et de s'y préparer), il faut être concret et tenter (!) de le réformer...

A constat bourgeois, stratégie bourgeoise: *«l'auto-émancipation des opprimés et des exploités: les ouvriers et paysans, les femmes, les communautés indigènes, ainsi que les personnes persécutées pour leur race, leur religion ou leur nationalité»*. Ce n'est plus le front unique mais un vaste front interclassiste! On notera au passage qu'apparemment les femmes ne font pas partie des ouvriers et des paysans...

La contradiction fondamentale de la société actuelle n'est donc plus celle qui oppose le prolétariat au capitalisme, donnant naissance à la lutte des classes entre exploités et exploités, entre bourgeois et prolétaires, qui seule permettra de déboucher sur le renversement du capitalisme, mais *«la pression que l'humanité exerce sur le Système Terre»*: plus précisément la contradiction entre la croissance quantitative et les limites naturelles.

En effet si la résolution explique que c'est le mode de production capitaliste qui est responsable du problème, c'est pour la raison qu'il est animé d'une *«tendance aveugle à la croissance quantitative sans limites, incompatible avec les flux et cycles limités de matière et d'énergie dans le système terre»* (...). *«En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'humanité est confrontée à l'obligation sans précédent de maîtriser son développement dans tous les domaines (sic!) afin de le rendre compatible avec les limites et la bonne santé de l'environnement au sein duquel elle a pu se développer. Aucun projet politique ne peut plus faire l'impasse sur cette conclusion des études scientifiques sur le "changement global"»*.

### NÉO-MALTHUSIANISME

Remarquons d'abord que, contrairement à ce qu'affirme le texte, ce n'est pas la première fois que nous entendons un tel discours. Il y a 47 ans, en 1972, un aréopage de scientifiques d'économistes, de politiciens et de capitalistes, réunis dans le «club de Rome», préconisait la «croissance zéro»; selon leur rapport, il fallait maîtriser la croissance économique et démographique pour éviter les catastrophes (aussi bien sociales qu'économiques) qui seraient, sinon, provoquées par l'épuisement inévitable des ressources.

Et il y a encore plus longtemps, au début du dix-neuvième siècle, un économiste britannique du nom de Malthus, affirmait qu'on ne pourrait nourrir tous

les êtres humains parce qu'ils se reproduisaient plus vite que ne permettaient les ressources limitées de la terre; il fallait donc réduire la croissance de la population et non l'encourager par des mesures sociales envers les pauvres.

Le développement formidable de la productivité du travail humain a ridiculisé les théories du vieux Malthus (1) et donné raison aux socialistes qui contre ce dernier disaient avec Engels: *«Les forces de production qui sont à la disposition de l'humanité n'ont pas de limites. (...) Qui plus est, cette immense capacité de production, maniée en toute conscience et dans l'intérêt de tous, réduirait bientôt à un minimum la part de travail incombant aux hommes»* (2).

La justification historique du capitalisme a été qu'il a développé les forces productives; et ce développement a connu une extension et une intensité sans précédents dans l'histoire de l'humanité. Mais si le capitalisme a développé de façon gigantesque les forces productives, il l'a fait à sa manière contradictoire et destructrice, *«épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse: la terre et le travailleur»* (3).

La contradiction entre ce développement et les formes capitalistes dans lesquelles il se produit, non seulement provoque des crises périodiques, mais débouche à un certain point sur une crise révolutionnaire.

C'est cette crise révolutionnaire provoquée par la croissance incontrôlée du capitalisme redoutée par les malthusiens qui en dernière analyse explique leurs tentatives, inévitablement vouées à l'échec, de le contrôler, de le réguler. Le capitalisme a *«le diable au corps»*, il ne peut pas s'arrêter; seule la révolution pourra le faire en détruisant au préalable le pouvoir bourgeois et en instaurant la dictature du prolétariat. Celle-ci interviendra despotiquement dans la structure économique et sociale, supprimant les productions néfastes ou inutiles, réduisant drastiquement le temps de travail comme le disait Engels, tout en mettant tous les individus valides au travail, supprimant peu à peu la différence entre villes et campagnes, etc., bref réorganisant de fond en comble toute l'économie selon un **plan unique mondial**.

Malthus et les malthusiens ne parlaient pas encore de *pression exercée par l'humanité sur le système terre*, mais ce sont bien leurs idées réactionnaires, **réchauffées** et mises au goût du jour, qui se retrouvent dans la résolution trotskyste (paradoxalement parce qu'il n'y a pas si longtemps les trotskystes, à la suite des stalinien, étaient les chantres de la croissance économique la plus échevelée).

Si la résolution parle d' *«éradiquer le capitalisme»*, de la *«constitution d'un*

*gouvernement écosocialiste qui rompt avec le capitalisme»*, etc., ce ne sont que des mots en l'air parce qu'elle se refuse à dire comment y arriver, quelle est la nature de ce gouvernement: bref elle se refuse à parler de révolution – ou de lutte des classes. Se plaçant au contraire sur le terrain de la réforme, préconisant *«une gestion rationnelle, économique et prudente des échanges de matières [?] entre l'humanité et le reste de la nature»*, mettant l'accent sur la nécessité d' *«un changement majeur dans la conscience»* et *«l'éducation permanente sur la gravité de la destruction environnementale et ses causes»* sur la *stimulation des processus démocratiques de contrôle actif, de prise en charge de la transition, d'intervention dans la décision publique, voire (sic! n'allons pas trop loin!) d'appropriation commune de la production et reproduction sociale»*, la résolution énumère toute une ribambelle de revendications les plus diverses (de la réforme de l'agriculture à la taxation des transactions financières) dont nous dirons seulement qu'aucune ne concerne les intérêts du prolétariat.

D'ailleurs selon ce texte, l'avant-garde de la lutte contre les ravages du capitalisme, ce n'est pas le prolétariat des grandes concentrations industrielles, pourtant la seule force capable de renverser le mode de production en même temps que la première victime de ses méfaits; c'est *«les peuples indigènes, les paysans et la jeunesse»* (et particulièrement les femmes parmi ces groupes), donc des forces sociales périphériques et non prolétariennes! Si le texte traite des prolétaires, en utilisant le mot plus neutre de «salariés», c'est seulement comme une force d'appoint qu'il faut essayer d'attirer dans la lutte; mais, expliquent-ils, ce n'est pas facile car, à la différence des paysans ou des *«peuples premiers»*, ils sont *«incorporés au capital»*!

La IV<sup>e</sup> Internationale admet que des affrontements se produisent avec les prolétaires; et elle écrit: *«La nécessaire convergence des luttes sociales et environnementales (...) est un processus [qui] implique de multiples conflits entre secteurs sociaux, en particulier des conflits avec des secteurs du mouvement ouvrier qui pratiquent la collaboration de classe avec le productivisme [?]. (...) Il faut tenir tête au mouvement ouvrier sous influence protectionniste et productiviste. Dans un conflit entre les secteurs sociaux engagés pour l'environnement et des secteurs du mouvement ouvrier alignés sur le productivisme et le protectionnisme, nous défendons les premiers»*.

Ce que nous avons là ce n'est pas une dénonciation de la collaboration

( Suite en page 20 )

## La IVe Internationale ... ( Suite de la page 19 )

avec la **bourgeoisie** (et non avec le *productivisme*) pour défendre le capitalisme, collaboration pratiquée par les organisations réformistes s'appuyant sur des secteurs de l'aristocratie ouvrière – sinon pourquoi accuser d'« interclassisme » des prolétaires tout en soutenant l'action de classes non prolétariennes?

Ce que nous avons en fait c'est une prise de position sans équivoque en faveur de secteurs petits bourgeois **contre** les prolétaires. Nos trotskystes reprennent en effet tels quels les discours des petits bourgeois écolos qui reprochent aux prolétaires de défendre leurs intérêts de classe au lieu de se mobiliser, derrière eux, pour l'environnement.

En réalité ce sont les prolétaires qui sont les seuls capables de lutter efficacement contre les méfaits du capitalisme sur tous les plans, justement parce qu'ils sont au cœur du capitalisme; c'est de l'exploitation de leur travail que se nourrit ce dernier, leur conférant ainsi une force potentielle immense: celle de mettre fin à ce système de production, ce dont serait bien incapable les paysans et les peuples indigènes.

Pour terminer, la QI, tournant le dos même au **langage** marxiste qui rebute sans aucun doute l'audience qu'elle cherche à gagner parmi les petits bourgeois, tombe dans le mysticisme mieux adapté à ce milieu. Elle appelle ainsi à «*rêver et lutter pour un socialisme vert ou pour un communisme solaire*» (sic) pour «*une nouvelle société basée sur les valeurs de la dignité humaine, de la solidarité, de la liberté et du res-*

*pect de 'Mère Nature', de la Terre-Mère*». Amen! Nos trotskystes ultra-dégénérés voudraient-ils transformer leur organisation en Temple Solaire? Quoi qu'il en soit, ils se sont bel et bien suicidés en tant que marxistes et révolutionnaires.

Cela ne date pas d'hier; ayant abandonné les positions de classe et le programme communiste, la Quatrième Internationale inévitablement ne peut que se mettre à la remorque de tout mouvement qui semble prendre de l'importance, qu'il soit petit bourgeois ou carrément bourgeois, quitte à lui offrir ses offres de service ou ses conseils pour adopter la meilleure marche à suivre pour tromper les masses. C'est ce que démontrent leurs positions éco-socialistes et leur réformisme vert – traduction de leur opposition à la lutte révolutionnaire prolétarienne.

Pour combattre et vaincre le capitalisme, sauvant ainsi toute l'humanité des conséquences toujours plus désastreuses de la survie de ce dernier, le prolétariat, rompant avec la collaboration de classes et les alliances interclassistes, devra s'organiser et mener sa lutte révolutionnaire sur des bases indépendantes de classe, sous la direction de son indispensable organe suprême de combat – le parti de classe international. La Quatrième Internationale ne pourra jamais devenir ce futur parti communiste mondial. Pour aller vers sa constitution, les prolétaires et les militants d'avant-garde devront rompre avec elle, comme avec tous ses faux amis de gauche et d'«*extrême*» gauche.

(1) Selon Marx, Malthus était le porte-parole du point de vue théori-

que de la classe des rentiers.

(2) Engels, in Annales Franco-allemandes; cf. «K. Marx, F. Engels. Critique de Malthus», Maspero 1978, p. 58.

(3) Marx, Le Capital, Livre I, ch. XV, 10. cf. Ed. Sociales 1976, p. 361.

### Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «**programme communiste**»  
*Revue théorique en français*
- «**il comunista**»  
*Journal bimestriel en italien*
- «**el programa comunista**»  
*Revue théorique en espagnol*
- «**El proletario**»,  
*Journal en espagnol*
- «**Proletarian**»,  
*Bulletin en anglais*

### Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07  
**Pour la Suisse :** L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano  
**Pour l'Espagne :** Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

#### Troisième liste 2019

Aix: 40,00 / D. pour la presse du parti: 489,50 / Gilbert: 42,50 / Paris: 600,00

**Total liste: 1172,00**

**Total général: 2857,00**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

**Versements:** timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. «**programme communiste**» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «**il comunista**», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «**el programa comunista**», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

## Aluminerie de Bécancour (ABI, Québec)

### Après 18 mois de lock-out, tirer les leçons d'une défaite

Par manque d'espace dans ce numéro, nous n'avons pas pu placer toutes nos récentes prises de position, notamment celle concernant le bilan et les leçons de la lutte des ouvriers de l'usine d'aluminium ABI à Bécancour au Canada.



Avec ce bilan, nous mettons en lumière les trahisons des directions syndicales, qui ont tout fait pour canaliser la volonté de lutte des travailleurs dans le sillon de la collaboration ouverte avec les patrons. Un de leur slogan que l'on pouvait lire sur les tee-shirts syndicaux résume à lui seul tout le programme de servilité de cette bonzerie aux ordres: «*Unis nous négocions!*»!

On y trouve aussi la critique des fausses alternatives à la lutte voire du plat suivisme à l'égard des directions syndicales vendues, en particulier à propos de la LCT (Ligue Trotskyste du Canada, spartaciste), du PCCml (Parti Communiste du Canada / marxiste-léniniste, pro-albanais), ainsi que des groupes trotskystes AS (Alternative Socialiste) et RS (Riposte Socialiste).

Cette prise de position reste toutefois accessible sur notre site [www.pcint.org](http://www.pcint.org) à la rubrique «**Prises de position**» et nous encourageons nos lecteurs à aller le visiter.